



Cities Centre
UNIVERSITY OF TORONTO

Une métropole à trois vitesses?

Bilan sur les écarts de revenu dans le Grand Montréal, 1970-2005

Damaris Rose & Amy Twigge-Molecey

Traduction :

Alexandra Charette et Alexandre Maltais

Rapport de recherche 222F

Cities Centre, Université de Toronto

Février 2013

(anciennement le Centre for Urban and Community Studies)

Réalisé avec l'aide du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada
par une Subvention de sensibilisation du public : diffusion



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada

ISSN 0316-0068; ISBN 978-0-7727-1490-9

Une métropole à trois vitesses?

Bilan sur les écarts de revenu dans le Grand Montréal, 1970–2005

Damaris Rose and Amy Twigge-Molecey

Rapport de recherche 222F

Février 2013, viii, 59 pp.

ISSN 0316-0068

ISBN 978-0-7727-1490-9

Cities Centre

Université de Toronto

455 avenue Spadina, 4^e étage

Toronto M5S 2G8 Canada

Téléphone: 416-978-2072

Facsimilé 416-978-7162

Courriel: citiescentre@utoronto.ca

Site Internet: www.citiescentre.utoronto.ca

Les opinions exprimées dans ce document sont la seule responsabilité des auteures et n'engagent d'aucune façon le Cities Centre (anciennement le Centre for Urban and Community Studies), l'Université de Toronto ou l'INRS.

This report is also available in English, under the title: *A City-region Growing Apart? Taking Stock of Income Disparity in Greater Montréal, 1970–2005.*



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'évolution de la distribution spatiale des quartiers à haut, moyen et bas revenu dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal depuis 1970, à partir d'une analyse de la progression du revenu individuel moyen (toutes sources de revenu incluses) des résidents âgés de 15 ans et plus. L'objectif est de déterminer s'il y a eu à la fois (a) augmentation du nombre relatif de quartiers à haut ou à bas revenu et (b) diminution du nombre relatif et absolu de quartiers à moyen revenu. Nous portons une attention particulière aux secteurs ayant connu une diminution ou une augmentation significative de revenu par rapport à l'ensemble de la RMR, cela dans le but de repérer de nouvelles zones de pauvreté ou de richesse. Ces zones sont par la suite décrites en détail, à l'aide d'indicateurs tels que la possession d'un diplôme universitaire ou le statut d'immigrant récent. Ces indicateurs ont été choisis en raison de leur incidence sur le marché de l'emploi, notamment sur les salaires. Les résultats sont par la suite analysés à la lumière du contexte linguistique particulier de la métropole québécoise.

Pour l'ensemble de la RMR, les données ne révèlent qu'une faible tendance à la bipolarisation des revenus, la proportion des secteurs de recensement (SR) se situant dans la catégorie des revenus moyens n'ayant que modérément diminué pendant la période d'étude. Les résultats diffèrent quelque peu lorsque l'on sépare la RMR en deux sous-ensembles : l'île de Montréal et les banlieues périphériques. Sur l'île de Montréal, on constate une baisse prononcée du nombre relatif de SR à revenu moyen, si bien qu'en 2005 moins de la moitié des SR affichaient un revenu avoisinant la moyenne métropolitaine. En dépit de la montée du phénomène de gentrification dans les quartiers centraux, les données indiquent que les classes moyennes supérieures optent toujours majoritairement pour les banlieues périphériques, situées pour la plupart à l'extérieur de l'île. La proportion de SR à faible revenu est quant à elle plus importante sur l'île que dans l'ensemble de la RMR. Les banlieues de Laval et les couronnes Nord et Sud sont pour leur part le seul endroit où l'on observe une croissance soutenue de la proportion des SR les plus riches. Cet enrichissement relatif s'est toutefois accompagné d'une augmentation du nombre relatif de SR à faible revenu. En 2005, la grande majorité des SR de l'extérieur de l'île se situaient tout de même dans la moyenne de la RMR, même si leur proportion est légèrement inférieure à celle de 1970. Le visage socio-économique des banlieues périphériques s'est donc diversifié au cours des dernières décennies, mais aucun élément n'indique pour autant qu'il y a eu bipolarisation des revenus.

Nous avons cartographié ces résultats en utilisant la terminologie développée dans une précédente étude sur la ville de Toronto. Ce que nous appelons « ville n°1 » regroupe ainsi les SR où l'augmentation du revenu individuel moyen a été d'au moins 15% supérieure à celle de la RMR entre 1970 et 2005. La « ville n° 2 » rassemble pour sa part les quartiers étant demeurés dans la moyenne, l'évolution du revenu y ayant été d'au plus 15% supérieure ou inférieure à celle de l'ensemble de la RMR. La « ville n° 3 » regroupe enfin les quartiers où l'évolution du revenu individuel moyen a été d'au moins 15% inférieure à celle de la RMR entre 1970 et 2005.

Près d'un SR sur cinq dans la RMR de Montréal s'est enrichi pendant la période d'étude. Cette « ville n° 1 » inclut certaines zones occupées de longue date par les élites et la classe moyenne supérieure (Westmount et la majeure partie d'Outremont), ainsi que des secteurs ayant été touchés par des processus de gentrification (Plateau Mont-Royal, Vieux-Montréal et secteurs adjacents). La plupart des autres secteurs dont les revenus ont augmenté sont localisés à l'extérieur de l'île. C'est le cas des banlieues de Varennes, Sainte-Julie, Boucherville (Rive-Sud) et Blainville (Rive-Nord), qui comptent aujourd'hui parmi les municipalités les plus riches du Grand Montréal.

La « ville n° 3 » regroupait pour sa part 30% des SR de la RMR en 2005. La plupart de ces secteurs sont localisés sur l'île, dans des banlieues proches datant de l'après-Seconde Guerre mondiale où l'on retrouve un grand nombre d'immeubles d'appartements de basse densité, souvent de faible qualité. L'usage d'une langue non-officielle à la maison est plus fréquent dans la « ville n° 3 », certaines zones abritant une importante population d'immigrants récents (Parc-Extension, Côte-des-Neiges, certains secteurs de Montréal-Nord, de Cartierville et de Saint-Laurent, le secteur sud de Notre-Dame-de-Grâce). On y retrouve également plusieurs quartiers ouvriers en déclin (Mercier et certaines parties de Rosemont dans l'est, Saint-Pierre et certains secteurs de Verdun et de Côte-Saint-Paul dans le sud-ouest). Ces zones abritent une importante population vulnérable au chômage chronique, souvent confinée aux marges du marché du travail et généralement incapable d'accéder aux emplois de l'« économie du savoir ».

Les parties situées à l'est de la banlieue périphérique du « 450 », sur les rives Sud et Nord, forment un bloc contigu de zones à revenu moyen ou élevé qui se sont enrichies au cours de la période d'étude. Les revenus ont également augmenté de façon importante dans une couronne autour du mont Royal. Cette augmentation n'est cependant pas suffisante pour qu'un nombre significatif de SR ne s'élèvent au-delà de la catégorie des revenus moyens, à l'exception des quartiers occupés de longue date par l'élite. Dans la plupart des cas, le processus de gentrification y demeure inachevé. Plusieurs SR des banlieues d'après-Guerre se sont pour leur part appauvris, notamment à Longueuil et Laval. Le nord-est de Montréal constitue aujourd'hui une importante concentration de pauvreté, alors qu'au début de la période d'étude la plupart des SR y étaient à moyen revenu.

Nous avons par ailleurs examiné l'évolution de la distribution des revenus au sein de chacune des « trois villes » pour les trois décennies de la période d'étude. Dans la « ville n° 1 », nous constatons les effets du phénomène de gentrification dans le déclin rapide du nombre de SR à faible revenu au cours des années 1990, de même qu'un glissement marqué de plusieurs SR vers la catégorie de « revenu très élevé ». La « ville n° 2 » présente pour sa part une distribution des revenus relativement stable au fil du temps, à l'exception notable du déplacement de certaines zones de la catégorie « moyen revenu » vers celle de « faible revenu » au cours des années 1970. Dans la « ville n° 3 », on compte peu de secteurs à revenu élevé, tandis que la croissance de la catégorie « faible revenu » reflète le déclin du groupe à moyen revenu. Dans les deux cas, cet appauvrissement relatif apparaît lié à la croissance de la population immigrante à faible revenu.

En 2006, la séparation spatiale entre les « villes » qui s'enrichissent et celles qui s'appauvrissent apparaît somme toute nettement moins contrastée qu'à Toronto ou Vancouver. En effet, les quartiers stables en termes de revenus et où une majorité de résidents dispose de

revenus moyens sont mieux répartis dans la RMR de Montréal. L'expansion de vastes zones contigües de pauvreté et de richesse soulève néanmoins la question de l'équité socio-spatiale et pose d'importants défis pour la planification du logement et des transports.

Auteures

Damaris Rose est professeure au Centre – Urbanisation Culture Société de l'Université INRS, à Montréal. Ses recherches portent sur le logement, la transformation des quartiers centraux, l'établissement et l'intégration des immigrants, de même que sur les méthodologies qualitatives. **Amy Twigge-Molecey** détient une maîtrise en urbanisme de l'Université McGill et termine actuellement un doctorat en études urbaines au Centre – Urbanisation Culture Société de l'Université INRS, à Montréal.

Table des matières

1. INTRODUCTION : L'AUGMENTATION DES INÉGALITÉS DE REVENU ET LA BIPOLARISATION DES REVENUS.....	1
1.1 LES DIMENSIONS URBAINES DE L'INÉGALITÉ ET DE LA BIPOLARISATION.....	2
1.2 OBJECTIFS DE LA RECHERCHE.....	4
1.3. LE GRAND MONTRÉAL D'HIER À AUJOURD'HUI: 1970-2005	6
2. SURVOL DES TRANSFORMATIONS ET DE LA BIPOLARISATION DES REVENUS DANS LE GRAND MONTRÉAL ENTRE 1970 ET 2005.....	12
3. ÉVOLUTION DE LA DISTRIBUTION SPATIALE DES REVENUS : LE GRAND MONTRÉAL EN 1970 ET EN 2005	15
3.1 ÉVOLUTION DES REVENUS PAR QUARTIERS ENTRE 1970 ET 2005: LES « TROIS VILLES » DU GRAND MONTRÉAL.....	20
3.2. CARTOGRAPHIE DES TROIS « VILLES DANS LA VILLE »	21
3.3 ÉVOLUTION DES REVENUS DANS LES « TROIS VILLES »	24
4. LES RÉSIDENTS À FAIBLE REVENU SONT-ILS PLUS SUSCEPTIBLES DE VIVRE DANS DES QUARTIERS À FAIBLE REVENU QU'AUPARAVANT?	27
5. RÉSUMÉ ET PORTÉE DE L'ÉTUDE.....	29
BIBLIOGRAPHIE	33
ANNEXE A: CARTES DE RÉFÉRENCE : LIMITES MUNICIPALES À L'INTÉRIEURE DE LA RÉGION MÉTROPOLITAINE DE RECENSEMENT DE MONTRÉAL, MONTRANT LES AUTOROUTES.....	37
ANNEXE B: REVENU : CARTES COMPLÉMENTAIRES.....	41
ANNEXE C: L'IMMIGRATION RÉCENTE, 1971 ET 2006	45
ANNEXE D: LES DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES, 1971 ET 2006	49
ANNEXE E: LANGUE MATERNELLE : FRANÇAIS, ANGLAIS ET AUTRES LANGUES, 1971 ET 2006	51

Tableaux

Tableau 1 : Montréal d’hier à aujourd’hui 8

Tableau 2 : Principales caractéristiques des « trois villes » de la RMR de Montréal 26

Figures

Figure 1a : Montréal d’hier à aujourd’hui: Étalement urbain..... 10

Figure 1b : Montréal d’hier à aujourd’hui : Gentrification..... 11

Figure 2 : Le fléchissement du centre : les secteurs de recensement du Grand Montréal par catégorie de revenu, 1970–2005..... 13

Figure 3a : La distribution de la pauvreté et de la richesse en 1970 et en 2005 : Le revenu individuel moyen par secteur de recensement, RMR de Montréal, 1970..... 16

Figure 3b : La distribution de la pauvreté et de la richesse en 1970 et en 2005 : Le revenu individuel moyen par secteur de recensement, RMR de Montréal, 2005..... 17

Figure 4 : Une ville « à trois vitesses » : évolution des catégories de revenu dans les secteurs de recensement de la RMR de Montréal, 1970-2005..... 22

Figure 5 : Évolution de la distribution des revenus au sein de chacune des « trois villes » du Grand Montréal entre 1970 et 2005 25

Figure 6 : Personnes à faible revenu par catégorie de secteur de recensement..... 28

Figure 7 : La banlieue aisée de Sainte-Julie, sur la Rive-Sud, 2009..... 30

Remerciements

Cette étude a été financée par le programme de subventions de sensibilisation du public du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Le détenteur de la subvention est David Hulchanski (Cities Centre, University of Toronto). Damaris Rose est l'une des chercheurs faisant partie de l'équipe de recherche. Pour de plus amples informations à propos du volet montréalais de l'étude : damaris.rose@ucs.inrs.ca; à propos du projet de recherche dans son ensemble : www.neighbourhoodchange.ca. Nous souhaitons remercier tous ceux qui ont contribué aux versions antérieures de ce document : Annick Germain, Richard Maaranen, Alexandre Maltais, Robert Murdie, Emily Paradis, Mario Polèse et Alan Walks.

1. Introduction : l'augmentation des inégalités de revenu et la bipolarisation des revenus

Au cours des dernières années, la question de l'augmentation des inégalités de revenu a refait surface dans le débat public dans plusieurs pays du Nord – interrogeant notamment l'écart perçu comme grandissant entre la condition économique des 1% ou 10% des individus les plus riches et celle des groupes à moyen revenu ou des 10% les plus pauvres. Si les mouvements populaires « Occupy » ont particulièrement attiré l'attention des médias sur cette question en 2011, celle-ci se trouve pourtant depuis de nombreuses années sous la loupe de plusieurs chercheurs universitaires, agences gouvernementales et think tanks au Canada et au Québec, ainsi qu'au sein d'organisations internationales comme l'OCDE (voir par exemple : Fortin, 2010; Frenette, Green et Milligan, 2007; Heisz, 2007; Morissette et Zhang, 2006; Murphy et Wolfson, 2000; OCDE, 2011; Saez et Veall, 2005).

Bien que faisant appel à des indicateurs et des techniques de calcul variés, l'ensemble de ces études tend à confirmer l'augmentation des inégalités de revenus au cours des dernières décennies. Au Canada, cette augmentation remonterait à 1976–1977 dans le cas des travailleurs à temps plein non saisonniers. Il s'agit là d'un renversement de la tendance observée jusqu'alors dans les sociétés québécoise et canadienne, qui pointait plutôt vers une diminution des inégalités de revenu. En effet, les trente années de croissance qui avaient suivi la Seconde Guerre mondiale avaient été marquées par une grande prospérité : le travail des cols blancs était en croissance, le secteur manufacturier demeurait relativement fort, les taux de syndicalisation augmentaient et l'État-providence poursuivait son expansion. Toutefois, depuis la crise pétrolière des années 1970 et plus particulièrement depuis les années 1980, la mondialisation des marchés et des systèmes de production a engendré des restructurations majeures dans les économies nationales et régionales, tandis que des politiques publiques néolibérales favorisaient dans plusieurs pays une diminution de la régulation du commerce et une réduction de l'État-providence.¹ Les recherches canadiennes révèlent que les transformations du marché de l'emploi et des salaires sont les principaux éléments moteurs de l'augmentation des inégalités

1 L'idéologie du néolibéralisme fait la promotion d'une vaste dérégulation de l'économie, d'une présence accrue du marché dans le développement des infrastructures et d'un rôle réduit de l'État dans la gestion des programmes sociaux. Elle ravive la croyance selon laquelle la famille et la communauté locale devraient assumer le rôle principal dans l'offre de soins aux plus démunis. Elle soutient aussi que la meilleure façon d'améliorer le bien-être des individus est de promouvoir l'initiative personnelle, l'autonomie et la compétitivité sur le marché de l'emploi.

de revenu. Elles soulignent par ailleurs que la redistribution des revenus par le système d'imposition et de prestations gouvernementales ne compense plus les inégalités de façon aussi efficace qu'auparavant. Au Québec, ces tendances ont été plus tardives et moins visibles qu'ailleurs en raison de l'héritage de la Révolution tranquille – État-providence plus fort, système d'imposition progressif favorisant une meilleure redistribution – mais également parce que les individus les mieux nantis y sont généralement moins bien payés que dans le reste du Canada. Cet écart s'expliquerait notamment par le contexte linguistique particulier de la province, qui préserverait en partie le marché de l'emploi de la forte concurrence nord-américaine. Néanmoins, les inégalités de revenu ont bel et bien augmenté au Québec dans les dernières années.

En corollaire de la notion d'égalité de revenu s'impose celle de bipolarisation des revenus. Les chercheurs ont développé un grand nombre de méthodes pour mesurer cette bipolarisation, mais l'idée générale consiste à déterminer le nombre d'individus ou de familles se concentrant aux extrémités du spectre des revenus, par rapport à ceux qui se situent au centre. Par exemple, si l'on considère le revenu des ménages d'un territoire (Canada, Québec, Grand Montréal, quartier), il s'agit de déterminer le pourcentage de ménages disposant d'un revenu s'approchant de la moyenne et de le comparer au pourcentage de ménages se situant nettement en dessous ou nettement au-dessus de la moyenne. Dans l'ensemble, le déclin relatif du nombre de salariés à moyens revenus au Canada et au Québec est moins prononcé qu'aux États-Unis (où l'expression « affaissement du centre » a été utilisée dès les années 1980) et ce déclin semble avoir débuté plus tard. Comme dans le cas des inégalités de revenu, le pouvoir des syndicats et le nombre relativement élevé d'emplois dans le secteur public auraient contribué à ralentir la bipolarisation des revenus et à maintenir une importante population de classe moyenne au Canada.

La croissance des inégalités ramène en outre la question de la justice sociale sur la place publique. En effet, dès lors que la bipolarisation des revenus accentue des inégalités par ailleurs croissantes, il y a lieu de réfléchir sur notre sentiment d'appartenance à la société dans son ensemble. Une classe moyenne vaste et stable favorise généralement l'émergence et le maintien d'une conception partagée du bien commun (par exemple, la participation financière aux services et équipements publics dans une ville). Or, lorsque la bipolarisation s'accroît par l'enrichissement et l'appauvrissement simultanés de différents segments de la population, cette conception partagée tend à s'effriter, ce qui peut favoriser un sentiment de désaffiliation sociale tant chez les nantis (par exemple, établissement dans des enclaves résidentielles fermées) que chez les personnes pauvres (par exemple, sentiment d'abandon de leur quartier par les pouvoirs publics). La bipolarisation socio-spatiale tend en outre à s'autorenforcer en ce que la réputation d'un milieu de vie en termes de statut social et de qualité des services publics se reflète généralement dans le coût des logements et dans les loyers, déterminant par conséquent l'accès des personnes moins nanties à ce milieu de vie.

1.1 Les dimensions urbaines de l'inégalité et de la bipolarisation

Au Canada, les inégalités de revenu sont généralement plus importantes dans les grandes villes que dans les collectivités plus petites. En 2006, la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal se classait ainsi 22e sur 87 pour les inégalités de revenus, après une décennie

d'augmentation significative des inégalités (+6,8%).² Dans l' « économie du savoir », sur laquelle reposent la reprise économique et la compétitivité des villes comme Montréal, l'écart de revenu a considérablement augmenté entre les détenteurs d'un diplôme universitaire et ceux qui n'en ont pas. Par exemple, les gestionnaires et les professionnels du secteur de la finance et des services connexes, de même que le personnel très spécialisé dans les industries technologiques de pointe, reçoivent de très hauts salaires. Dans les cinq RMR les plus peuplées du Canada, l'écart entre le revenu moyen des cadres de direction et le revenu moyen global s'est ainsi creusé depuis 1990; à Montréal davantage qu'à Vancouver, mais tout de même moins qu'à Toronto ou à Calgary (Walks, 2011). À l'inverse, dans la région montréalaise, les revenus des 10 % de travailleurs les moins nantis ont ainsi chuté de 22 % entre 1980 et 2000, tandis que ceux des 10 % les plus riches ont augmenté de près de 7 % en dollars constants (Heisz, 2006).

Les « travailleurs pauvres » forment un segment de plus en plus important de la population active, une situation bien documentée dans le cas de la RMR de Toronto (Stapleton, Murphy et Xing, 2012). Dans l'ensemble du Canada, la désindustrialisation amorcée dans les années 1980 ne semble pas avoir constitué un facteur déterminant dans la bipolarisation des revenus. Néanmoins, le déclin important de la production qualifiée et des emplois connexes dans les industries manufacturières traditionnelles, combiné à la croissance des emplois peu ou semi-qualifiés dans l'industrie des services, auraient contribué à une contraction de la couche des personnes à moyens revenus. Les exigences plus importantes en matière de formation dans les entreprises de la nouvelle économie auraient également contribué au fléchissement des revenus moyens et à une hausse du taux de chômage, notamment chez les jeunes hommes détenant un diplôme d'études secondaires ou moins. Les anciens quartiers ouvriers des grandes villes industrielles ont été particulièrement affectés par ces transformations.

C'est également dans les plus grandes villes que s'établissent la plupart des immigrants internationaux. En dépit du niveau d'instruction souvent élevé de ces nouveaux arrivants, leur accès au marché du travail et le niveau de leurs revenus se sont généralement détériorés dans les dernières décennies, comparativement aux travailleurs nés au Canada. Ils sont par conséquent surreprésentés parmi les « travailleurs pauvres » (voir par exemple : Chicha et Charest, 2008; Frenette et al., 2008; Raphael, 2007).

Plusieurs chercheurs s'intéressent désormais aux effets de ces transformations du marché de l'emploi et des inégalités de revenu qu'elles génèrent sur la structure socio-résidentielle des grandes villes canadiennes. Il s'agit d'un problème complexe car les grandes villes ont toujours été constituées de quartiers riches, moyens et pauvres, en raison de ce que les individus tendent en général à s'établir à proximité de ceux qu'ils perçoivent comme similaires en termes de statut social et de style de vie.³ En outre, comme la majorité des logements au Canada et au

2 L'augmentation demeure inférieure à celles observées à Vancouver (+9,2 %), Toronto (+14,7 %) ou Calgary (+19,1 %), les RMR classées respectivement 3e, 2e et 1ère au niveau des inégalités de revenu. Voir Bolton et Breau, 2012; Bolton 2010. Des résultats de recherche non publiés ont été fournis par l'auteur dans une communication personnelle le 19 avril 2012.

3 La plupart des villes canadiennes comptent certains quartiers abritant une diversité de typologies résidentielles convenant à plusieurs types de familles et de budgets, ce qui favorise une diversité socio-économique à petite échelle. La majorité de ces zones sont anciennes, mais on dénombre aussi un certain nombre de nouveaux ensembles résidentiels à la « mixité sociale planifiée ».

Québec sont produits par le marché privé, il est relativement facile pour les individus – en particulier pour ceux appartenant aux classes moyennes et supérieures – de déménager lorsque leur situation économique évolue. De ce fait, même en l'absence de transformations substantielles du marché de l'emploi, des fluctuations de l'offre de logement ou des modifications du réseau de transport pourraient à elles seules mener à des transformations substantielles de la géographie sociale des villes.

Deux études majeures (utilisant les données du revenu familial et du revenu après impôt) ont révélé que depuis 1980, l'écart de revenu entre les quartiers riches et pauvres (définis selon les secteurs de recensement) a augmenté dans les plus importantes régions métropolitaines de recensement (RMR) du Canada (Chen, Myles et Picot, 2011; Heisz et McLeod, 2004). En 2005, les revenus familiaux après impôts des 10 % des quartiers les plus riches de la RMR de Montréal étaient ainsi 1,9 fois plus élevés que ceux des 10 % les plus pauvres, alors qu'ils n'étaient que 1,6 fois supérieurs en 1980. Les inégalités de revenu entre les quartiers ont donc augmenté de 22 %, la totalité de cette augmentation ayant eu lieu après 1990. Si cette augmentation n'est pas aussi importante qu'à Vancouver (36 %) et Toronto (49 %), où les inégalités augmentent plutôt depuis 1980, il s'agit néanmoins d'une situation préoccupante car le Grand Montréal se trouve aujourd'hui en 4^e position sur le plan des inégalités de revenu entre les quartiers : derrière Calgary et Toronto, tout juste derrière Winnipeg, mais devant Vancouver. Ces analyses tendent par ailleurs à confirmer que l'augmentation des écarts de revenu entre les secteurs de recensement serait en partie causée par l'augmentation des inégalités dans le marché de l'emploi. Il apparaît en effet que les principaux facteurs responsables de cette croissance des inégalités entre les quartiers sont le type d'emploi occupé et les salaires. Dans le Grand Montréal, les revenus des adultes âgés de 25 à 54 ans ont ainsi diminué d'un peu plus de 10 % dans les 10 % des quartiers les plus pauvres, alors qu'ils augmentaient de 24 % dans les 10 % les plus riches.

Une étude récente portant sur les inégalités de revenu et sur la bipolarisation des revenus entre les secteurs de recensement des cinq RMR canadiennes les plus peuplées entre 1980 et 2005 a révélé dans le cas de Montréal une croissance soutenue du degré de séparation spatiale entre les personnes défavorisées et le reste de la population (Walks, 2011). Dans le cas des ménages plus aisés, après une augmentation substantielle dans les années 1980, le degré de séparation spatiale est demeuré stable pendant les années 1990 avant de recommencer à augmenter plus lentement entre 2000 et 2005. Selon la littérature locale, l'augmentation du degré de séparation spatiale chez les ménages défavorisés serait attribuable à la proportion grandissante d'immigrants parmi les ménages à faible revenu. Chez les ménages aisés, cela serait plutôt le résultat d'une vague de suburbanisation des classes moyennes dans les années 1980, laquelle aurait grandement ralenti dans les années 1990 avant de reprendre dans les années 2000, dès lors en partie contrebalancée par la construction de condominiums dans les zones centrales.

1.2 Objectifs de la recherche

Le présent rapport vise à documenter l'évolution spatiale des quartiers aisés, pauvres et de classe moyenne de la RMR de Montréal entre 1970 et 2005 à l'aide de statistiques descriptives. La principale variable à l'étude est l'évolution des revenus moyens individuels – toutes

sources de revenu incluses – des résidents âgés de 15 ans et plus, par rapport à ceux de l'ensemble de la RMR. En d'autres termes, il s'agit de l'évolution du ratio du revenu moyen de chaque secteur de recensement sur celui de la RMR. Pour ce faire, nous utilisons les limites des secteurs de recensement (SR) de Statistique Canada pour délimiter les frontières des « quartiers », en reconnaissant que cette pratique établie demeure toutefois imparfaite. Les interrogations sont nombreuses : le nombre relatif de quartiers à haut et à bas revenu a-t-il changé? Le nombre de quartiers à moyen revenu a-t-il décliné en termes relatifs ou absolus? Nous identifions par ailleurs les zones touchées par une croissance ou un déclin significatif de revenu par rapport à l'ensemble de la RMR. Où sont les groupements de quartiers qui s'enrichissent, s'appauvrissent ou restent dans la moyenne de la région métropolitaine? Sont-ils situés au centre-ville, dans la proche banlieue ou dans les municipalités plus éloignées de la « couronne »? Quelles sont les principales caractéristiques des zones de changement ou de stabilité? Nous faisons appel à des indicateurs clés tels que la détention d'un diplôme universitaire ou le statut d'immigrant récent en raison de leur pertinence sur le marché de l'emploi. Nous cherchons en outre à comprendre l'influence de la variable linguistique sur l'évolution des revenus.

Les auteurs du rapport font partie d'une équipe de recherche pancanadienne dont l'objectif est de reproduire à Montréal et à Vancouver une recherche antérieurement réalisée à Toronto par une équipe dirigée par David Hulchanski (*Cities Centre*, Université de Toronto). Lors de cette première étude, tous les secteurs de recensement (les « quartiers ») de la ville de Toronto avaient été classés en trois groupes. Un premier groupe, comprenant les « beaux quartiers » traditionnels et les quartiers centraux en gentrification, avait connu une augmentation de revenu soutenue et se caractérisait par un haut niveau de richesse (les auteurs l'ont nommé « ville n° 1 »). Un second groupe, plus important, était composé de quartiers centraux et d'anciens quartiers de banlieue dont le revenu, moyen, était demeuré relativement stable (« ville n° 2 »). Un troisième groupe, tout aussi important (« ville n° 3 »), était constitué de secteurs à faible revenu ayant connu un appauvrissement relatif depuis les années 1970. Les quartiers de ce troisième groupe se situaient principalement dans des banlieues éloignées de la ville-centre. On y retrouvait surtout des logements de faible qualité construits après la Seconde Guerre mondiale, qui demeuraient mal desservis en équipements et en services publics (Hulchanski et al., 2010).

Pour le cas de Montréal, il existe une abondante littérature traitant de la répartition spatiale de la pauvreté à intervalles réguliers depuis les années 1970.⁴ Une grande partie de ces travaux a été menée dans le but de fournir une base scientifique à la redistribution des revenus de taxe scolaire, notamment pour venir en aide aux enfants des secteurs défavorisés, ou encore pour cibler des zones prioritaires pour les interventions en santé publique. Ces études ont utilisé des indicateurs et des limites géographiques variés, mais elles ont généralement été circonscrites à l'île de Montréal plutôt qu'à l'ensemble de la RMR. En outre, si elles permettent de retracer en détail l'évolution spatiale de la pauvreté, elles ne permettent pas d'en faire autant avec la répartition de la richesse. Nous nous appuyons néanmoins sur ce corpus pour contextualiser certaines des transformations dont nous faisons état dans ce rapport.

4 Nous avons récemment réalisé une recension de cette littérature. Voir Twigge-Molecey 2013.

Les résultats de l'étude de Hulchanski sont préoccupants, cela même si la nature exploratoire de la recherche fait ressortir la nécessité de mieux saisir la relation entre la croissance des inégalités salariales à grande échelle et l'évolution spatiale des zones de richesse et de pauvreté. Une inquiétude majeure réside dans le fait que de vastes zones spatialement contigües se retrouvent fréquemment dans la même catégorie de « ville » (n° 1, 2 ou 3), créant ainsi des divisions qui ne sont pas seulement visibles sur des cartes, mais qui sont concrètement perceptibles sur le terrain lorsque l'on passe d'un secteur à un autre. Bien sûr, l'existence de telles divisions ne signifie pas que les résidents de chaque « ville » n'ont pas de contact les uns avec les autres, puisque la vie quotidienne des citoyens se déroule aussi à l'extérieur de leur quartier de résidence (Robinson, 2011). Certains groupes demeurent toutefois plus dépendants que d'autres des ressources, des services et des réseaux disponibles dans leur environnement immédiat, notamment les enfants, les adultes à mobilité réduite et les personnes qui n'ont pas accès à un transport adéquat et abordable. Si de larges pans de la ville divergent de plus en plus sur le plan socioéconomique et si les zones stables, en croissance et en déclin s'isolent les unes des autres, cela pose des défis importants pour la réalisation d'une ville « socialement juste » où tous les résidents peuvent bénéficier de services et d'équipements publics, communautaires et commerciaux de bonne qualité.

1.3. Le Grand Montréal d'hier à aujourd'hui : 1970–2005

Les 35 années que couvre l'étude constituent une période plus longue que celles examinées par les recherches récentes ayant traité des inégalités de revenus et de la pauvreté au Canada et dans ses villes. Riche en changements pour le Grand Montréal, cette période a néanmoins été marquée par la poursuite d'un certain nombre de trajectoires clés amorcées dès les années 1960 (voir le tableau 1 et la figure 1).⁵

L'étude débute ainsi avec une période de croissance économique et d'expansion de l'État-providence. Au Québec, la Révolution tranquille alors en cours depuis une dizaine d'années favorise la création de « bons emplois » dans le secteur public, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. La classe moyenne francophone se développe rapidement, tandis que les industries traditionnelles se maintiennent et emploient un grand nombre de personnes. La baisse de population du centre de Montréal se poursuit. Elle s'accélère même dans certains quartiers ouvriers traditionnels, notamment lors de projets de rénovation urbaine impliquant la destruction massive de logements, cela même si des voix revendiquant la préservation du tissu urbain et des immeubles patrimoniaux commencent à se faire entendre. Les immigrants proviennent majoritairement d'Europe du Sud ou de l'Est et sont pour la plupart propriétaires dans la ville-centre ou en proche banlieue. Avec le développement du réseau autoroutier, la croissance des banlieues situées à l'extérieur de l'Île de Montréal⁶ s'accélère, notamment sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent. Montréal est par ailleurs sur le point de perdre son statut de mé-

5 Principales sources du tableau « Montréal d'hier à aujourd'hui » : Beaugard, 1971; Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal, 2003; Filion et al., 2010; Germain et Rose, 2000; Polèse, 2009, 2012; Renaud, Mayer et Lebeau, 1996; Séguin, 1998; Shearmur et Rantisi, 2011.

6 Dans cette étude, l'usage des expressions « banlieues périphériques » et « banlieues situées à l'extérieur de l'île » renvoie à Laval et aux couronnes (Rive-Sud et Rive-Nord). Le terme « 450 » est aujourd'hui souvent utilisé dans le langage courant, en référence à l'indicatif téléphonique régional en usage dans cette zone.

tropole du Canada : sa population croît lentement et son économie décline, en particulier le secteur financier. Avec la montée du nationalisme québécois, la relocalisation des sièges sociaux et des entreprises de services connexes vers Toronto s'accélère, générant un exode massif des anglophones des classes moyenne et supérieure. Enfin, la métropole perd graduellement son rôle de plaque tournante canadienne des transports et du commerce de gros.

Notre période d'étude prend fin en 2005, soit juste avant la plus récente récession. Après une longue période de stagnation et de chômage, l'économie de Montréal a connu une bonne reprise en se positionnant comme haut lieu de l'« économie du savoir » et des technologies de pointe – notamment grâce à l'émergence de pôles situés en banlieue ou à proximité du centre-ville – de même que de la production culturelle. Montréal a depuis longtemps perdu sa position dominante au Canada dans le lucratif secteur de la haute finance et plusieurs sièges sociaux de grandes entreprises se sont relocalisés à Toronto, à Calgary ou encore aux États-Unis. La ville compte donc relativement peu de postes à très hauts salaires qui contribuent ailleurs de manière significative à la croissance des inégalités. Pour autant, le secteur des services à la production y est très fort et la ville offre plusieurs postes bien rémunérés dans les services gouvernementaux et dans le secteur parapublic. En contrepartie, la mondialisation a entraîné des pertes massives d'emploi dans les secteurs manufacturiers à forte main-d'œuvre comme le vêtement et le textile. L'emploi manufacturier demeure important à l'échelle de la RMR, mais il est désormais dispersé dans la périphérie métropolitaine, le long des autoroutes.

Une plus grande partie de la population du Grand Montréal possède aujourd'hui un diplôme universitaire que dans les années 1970, ce qui est notamment dû à une meilleure accessibilité à l'éducation post-secondaire, à la croissance des secteurs de l'économie du savoir et à l'arrivée d'immigrants très scolarisés. Toutefois, la croissance du nombre de diplômés universitaires n'a pas suivi le même rythme que dans d'autres métropoles, comme Toronto (Communauté métropolitaine de Montréal, 2010). La région de Montréal comporte aussi un nombre important de personnes ne possédant pas de diplôme d'études secondaires, ce qui constitue un sérieux désavantage sur le marché de l'emploi. En raison de la disparition de plusieurs emplois peu qualifiés dans le secteur manufacturier, ces individus peu scolarisés doivent souvent se contenter d'emplois précaires et mal rémunérés dans le secteur des services. Dans un marché du travail ainsi polarisé, une situation similaire affecte les immigrants dont les titres de compétence ou l'expérience ne sont pas reconnus par les employeurs ou les ordres professionnels.

On observe par ailleurs un déplacement relatif et absolu de la population vers les municipalités de banlieue éloignée dont le développement résidentiel a été stimulé par l'expansion du réseau autoroutier (voir l'annexe A). Le prolongement du métro vers le nord-ouest et l'est de l'île de Montréal a permis de relier certaines zones industrielles et d'en faciliter l'accès pour les résidents de plusieurs zones à faible et moyen revenu. En 2007, le réseau a rejoint la ville de Laval, une banlieue en forte croissance économique et démographique (voir les annexes A et C). Pour contrer cet exode, la Ville de Montréal s'est dotée de politiques de densification visant à ralentir la baisse de la population en encourageant les promoteurs à recycler d'anciens immeubles industriels ou institutionnels désuets en habitations de haute densité (condominiums). Jusqu'à présent, ces nouveaux développements ont surtout attiré des ménages sans enfant, les jeunes familles de classe moyenne étant toujours plus attirées par les banlieues éloignées où la valeur foncière est moindre. Les coûts d'infrastructure de ces nouveaux lotissements sont

généralement assumés par les municipalités et ne sont donc pas comptabilisés dans les prix d'achat. Notons par ailleurs que le prix des maisons a augmenté de façon importante sur l'île de Montréal depuis 1990.

La gentrification du parc immobilier ancien – composé principalement de duplex et de triplex – par des petits ménages de jeunes professionnels a fondamentalement transformé certains quartiers centraux comme le Plateau Mont-Royal, ainsi que l'ancien corridor d'immigration situé le long du boulevard Saint-Laurent. Le phénomène a plus récemment gagné d'autres quartiers centraux jadis en déclin et ne montre pour le moment aucun signe d'essoufflement. L'expansion des campus universitaires en périphérie du centre-ville a également attiré de nombreux étudiants dans les quartiers centraux. Ces deux phénomènes ont contribué à inverser la pyramide des âges de plusieurs secteurs de la ville-centre, dont la population est aujourd'hui beaucoup plus jeune que dans les années 1970. À l'inverse, plusieurs quartiers de proche banlieue sont aujourd'hui peuplés de personnes plus âgées.

Des changements dans le volume et la nature de l'immigration internationale ont pour leur part radicalement transformé le visage ethnoculturel de la ville de Montréal et de plusieurs de ses proches banlieues. Des modifications apportées aux politiques d'immigration à partir des années 1960 ont contribué à changer l'origine des immigrants : ils sont aujourd'hui moins nombreux à provenir d'Europe et sont pour la plupart originaires des pays du Sud. La diversité de leurs profils économiques et démographiques fait en sorte qu'ils s'établissent désormais dans différents quartiers de la RMR. Toutefois, de nombreux immigrants récents ayant rencontré des obstacles lors de leur intégration aux marchés de l'emploi et du logement tendent à se concentrer dans une couronne composée d'anciennes banlieues où prédominent des logements locatifs datant de l'après-Guerre, des logements souvent de piètre qualité, mais relativement abordables (Rose, Germain et Ferreira, 2006). Ces quartiers offrent aussi des services communautaires facilitant l'établissement des nouveaux arrivants dans la société québécoise.

En ce qui concerne les services publics, les 82 municipalités de la RMR (voir l'annexe A) sont encore largement dépendantes des taxes foncières prélevées localement. Les collectivités locales assument davantage de responsabilités quant aux services et aux infrastructures qu'auparavant, en raison du désengagement des niveaux supérieurs de gouvernement. Toutefois, la région dispose désormais d'une structure de gouvernance à l'échelle métropolitaine, la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), à laquelle des pouvoirs de redistribution des revenus de taxation ont été accordés dans le but de financer certains services comme le logement social. Des accords conclus récemment entre le gouvernement provincial et les administrations locales ont en outre permis une meilleure répartition des coûts liés au transport collectif entre les municipalités de la RMR.

Tableau 1 : Montréal d’hier à aujourd’hui

1971	2006
POPULATION, DÉVELOPPEMENT URBAIN ET FORME URBAINE	
<p>La RMR compte 2,76 millions d’habitants, dont 71 % sur l’île. Montréal est encore la plus grande ville du Canada, mais de justesse. Des investissements récents dans le réseau autoroutier ouvrent la voie à l’étalement urbain. Déclin des familles nombreuses au profit de la famille nucléaire. Exode des ménages en ascension sociale, de la ville des locataires vers la propriété abordable en banlieue.</p>	<p>Croissance graduelle de la population jusqu’à 3,45 millions, dont 49 % dans des banlieues à l’extérieur de l’île. Noyau plus dense et plus compact que dans les métropoles nord-américaines comparables; mais le développement des banlieues est orienté vers l’usage de l’automobile. Les efforts de la Ville de Montréal pour contrer la baisse de population par la densification attirent surtout les petits ménages non-familiaux.</p>
ÉCONOMIE	
<p>Montréal est en voie de perdre sa position de centre financier du Canada, mais conserve son rôle central pour les transports et le commerce. Pôle manufacturier important et diversifié; décentralisation des industries lourdes et technologiques vers des pôles suburbains sur l’île et sur la Rive-Sud. Croissance des services gouvernementaux (santé, éducation post-secondaire, secteurs culturels), stimulés par la « Révolution tranquille ».</p>	<p>Pôle économique du Québec, restructuré autour des services et de l’« industrie du savoir » nécessitant des travailleurs très scolarisés. Croissance du secteur de la haute technologie, déclin des industries manufacturières. Industries culturelles en croissance. Relative stabilité des emplois au centre-ville et dans les anciens pôles suburbains qui jouissent d’une meilleure accessibilité en transport collectif. Nouveaux pôles d’emplois à l’extérieur de l’île.</p>
LANGUE, IMMIGRATION	
<p>Consolidation du français comme langue de travail et de culture. Début d’émigration des anglophones en raison des politiques linguistiques et de la relocalisation des emplois. Diversification de l’immigration, mais l’Europe du Sud domine toujours. Concentration des nouveaux arrivants dans le corridor d’immigration du boulevard Saint-Laurent, mais aussi dans les banlieues d’après-Guerre.</p>	<p>La proportion de francophones reste inchangée, déclin majeur de celle des anglophones et croissance du nombre d’allophones. Le paysage linguistique est désormais beaucoup plus varié sur l’île mais plus homogène en périphérie. Immigration récente très multiethnique, localisée notamment dans les banlieues d’après-Guerre, à proximité du métro.</p>
GOVERNANCE	
<p>Planification limitée à l’échelle de l’île par la récente Communauté Urbaine de Montréal (CUM). Aucune gouvernance à l’échelle métropolitaine. Politiques de développement foncier suburbain très permissives : peu de contrôle sur la conversion des terres agricoles, prise en charge publique des coûts d’infrastructure.</p>	<p>Structure de gouvernance complexe : fusions forcées, « défusions » partielles au début des années 2000. Responsabilités et pouvoirs fiscaux accrus pour la Ville de Montréal, avec une certaine décentralisation au profit des arrondissements. La CUM est remplacée par un conseil d’agglomération. La Communauté Métropolitaine de Montréal détient certains pouvoirs en matière de planification régionale et de redistribution. Résistance persistante des banlieues et du gouvernement provincial au contrôle de l’étalement urbain.</p>
RICHESSSE ET PAUVRETÉ	
<p>« T » inversé de la pauvreté dans les quartiers industriels en déclin et le long du corridor d’immigration. Déplacement de la population à faible revenu vers les banlieues rapprochées (rénovation urbaine). Les élites demeurent dans les enclaves centrales traditionnelles et dans le West Island. Émergence de banlieues à haut revenu sur la Rive-sud.</p>	<p>Répartition de la pauvreté en « motif léopard » qui inclut désormais des banlieues d’après-Guerre sur l’île et des poches à Laval et Longueuil. Croissance des banlieues à revenu moyen-supérieur à l’extérieur de l’île. La gentrification entraîne certains quartiers centraux populaires dans la tranche des moyens revenus.</p>

Figure 1a : Montréal d’hier à aujourd’hui : Étalement urbain

Alors que la population du Grand Montréal demeure relativement concentrée et que sa densité reste plus importante que celle de la plupart des autres régions métropolitaines, les autoroutes ont favorisé la croissance des municipalités de banlieue.

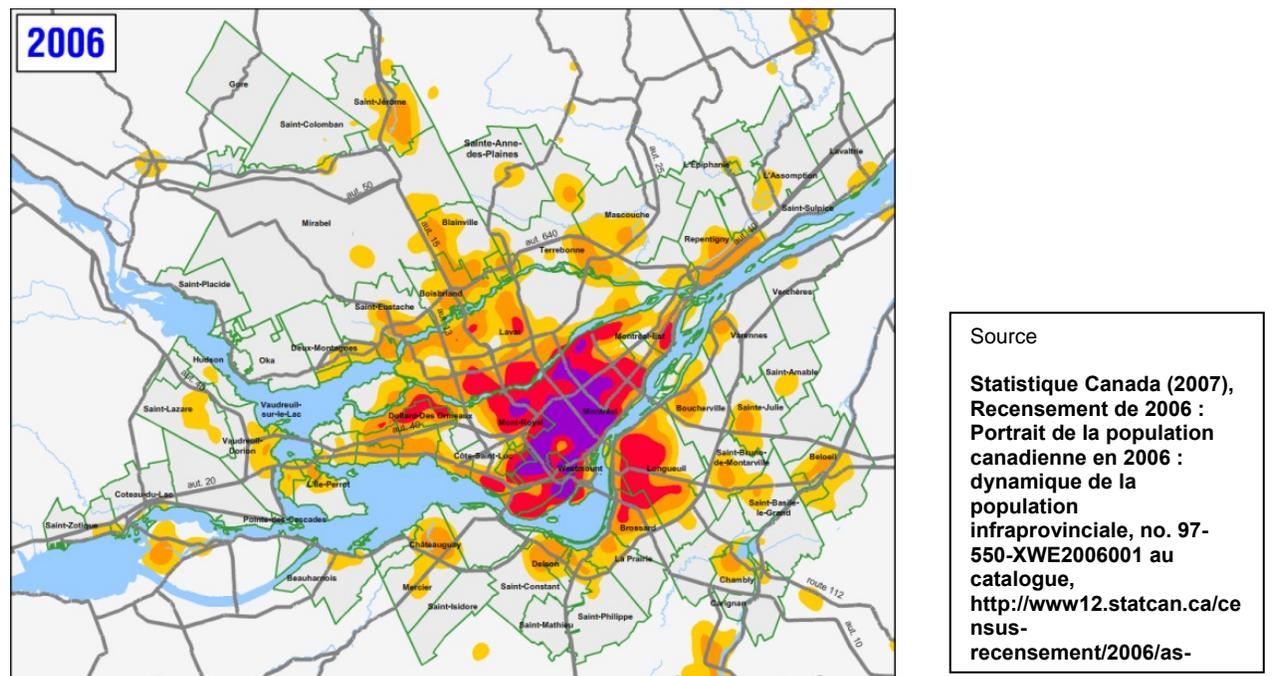
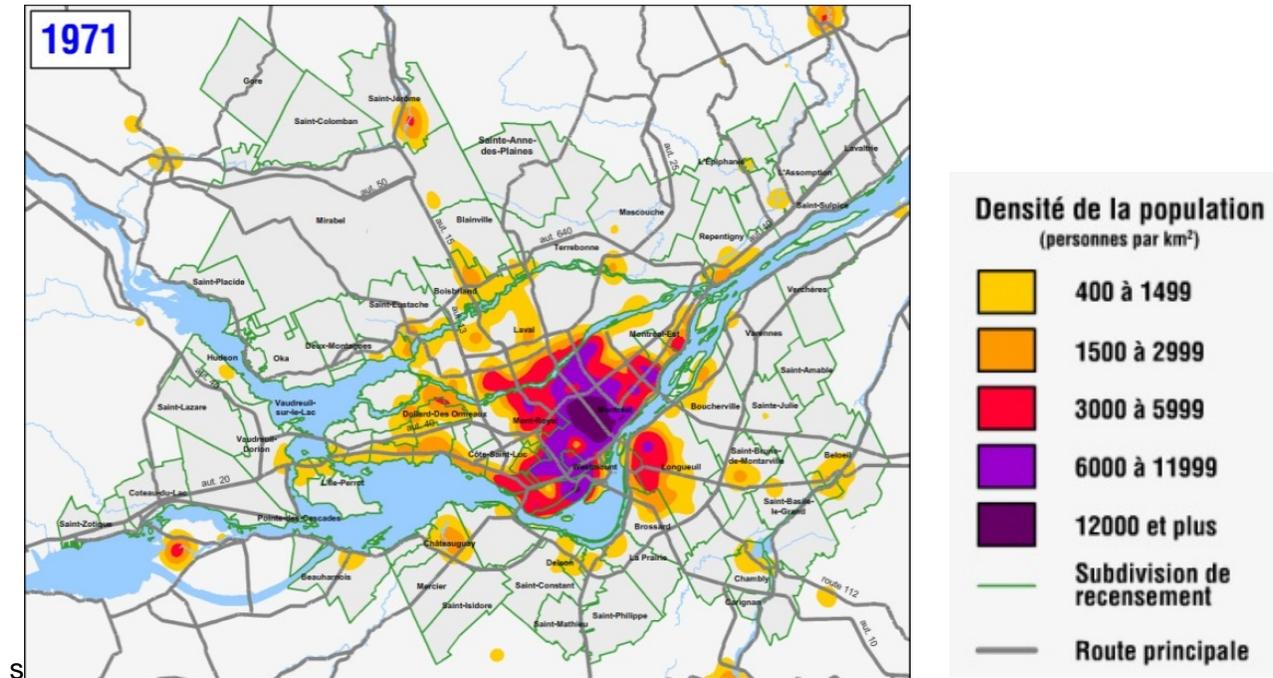


Figure 1b : Montréal d’hier à aujourd’hui : Gentrification

Les familles ouvrières du Plateau Mont-Royal, quartier densément peuplé qui comprend le traditionnel « corridor d’immigration » du boulevard Saint-Laurent, ont été en grande partie remplacées par de jeunes professionnels.

1970



2006



Source

<http://www.flickr.com/photos/urbexplo/sets/72157623259244106/>.
Date d'accès: 2011-12-22

2. Survol des transformations et de la bipolarisation des revenus dans le Grand Montréal entre 1970 et 2005

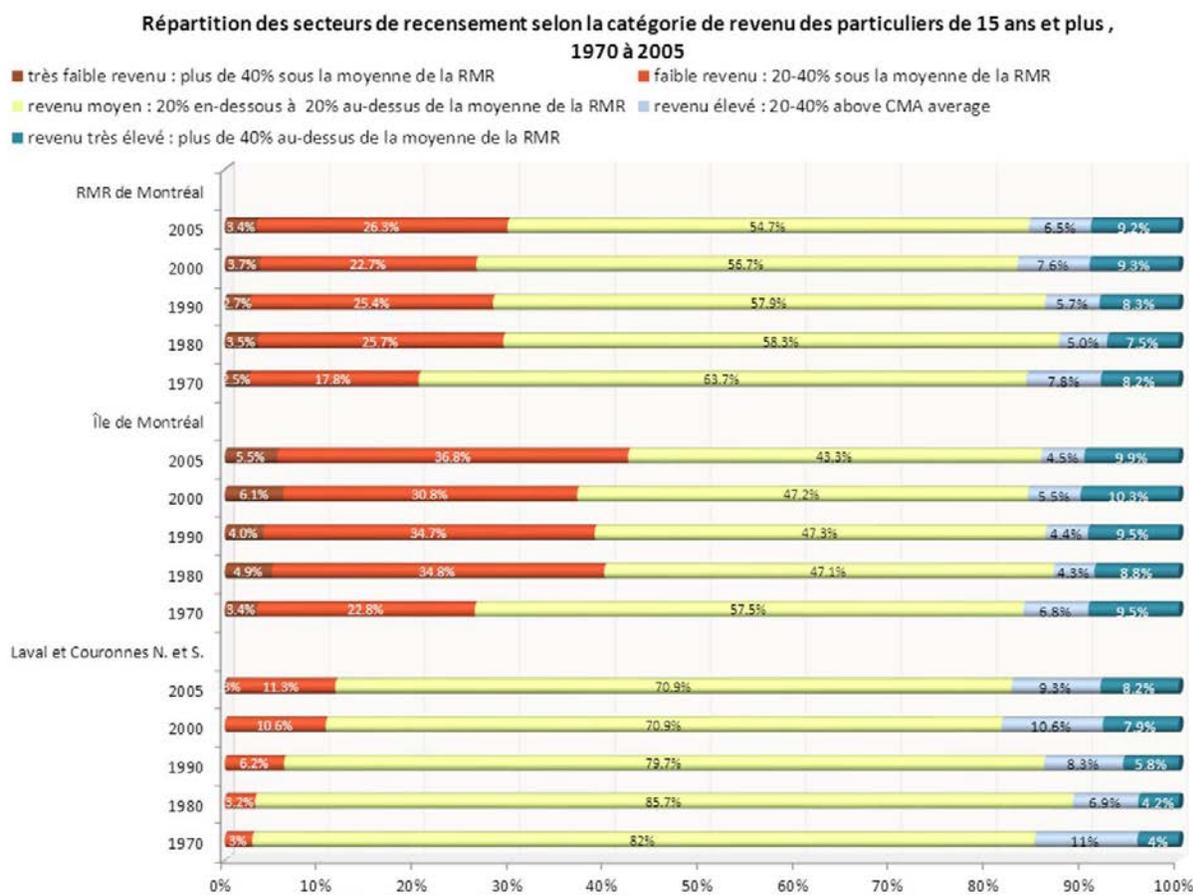
Nous examinerons d'abord l'évolution de la répartition des secteurs de recensement (SR) du Grand Montréal selon la catégorie (ou tranche) de revenu au cours des 35 années couvertes par l'étude. La variable de revenu utilisée est celle du revenu moyen des personnes âgées de 15 ans et plus dans l'année précédant l'année de recensement, une variable que nous désignerons par l'expression « revenu individuel moyen ». Les personnes n'ayant déclaré aucun revenu ont été exclues. Pour chaque année de la période d'étude (1970, 1980, 1990, 2000, 2005), nous regroupons les SR de la RMR de Montréal en 5 catégories de revenus :

- Plus de 40 % supérieur au revenu moyen de la RMR (il s'agit des « SR à revenu très élevé »)
- 20 à 40 % supérieur au revenu moyen de la RMR (« SR à revenu élevé »)
- Moins de 20 % supérieur ou inférieur au revenu moyen de la RMR (« SR à revenu moyen »)
- 20 à 40 % inférieur au revenu moyen de la RMR (« SR à faible revenu »)⁷
- Plus de 40 % inférieur au revenu moyen de la RMR (« SR à très faible revenu »)

La figure 2 illustre l'évolution de cette variable pour trois ensembles géographiques : la RMR de Montréal dans son ensemble, l'île de Montréal et les banlieues périphériques situées à l'extérieur de l'île (Laval et les rives Nord et Sud). Pour chaque année, des cylindres horizontaux représentent la répartition des SR.

Pour l'ensemble de la RMR, les données ne révèlent qu'une faible tendance à la bipolarisation des revenus, la proportion des SR à moyens revenus n'ayant que modérément diminué.

⁷ Les chercheurs et bureaux de statistiques utilisent une variété de méthodes pour définir ce qu'est le « faible revenu ». Tout comme la méthode utilisée dans ce projet de recherche, la plupart sont des mesures relatives, ce qui signifie qu'elles mesurent le point auquel les revenus des individus (ou des ménages ou familles) se situent en-dessous du revenu moyen ou médian de la population dans son ensemble, pour la ville, etc.



Source: Statistique Canada, recensements de 1971, 1981, 1991, 2001, 2006. Les limites de la RMR et des secteurs de recensement sont celles en vigueur au moment des recensements.

Figure 2 : Le fléchissement du centre : les secteurs de recensement du Grand Montréal par catégorie de revenu, 1970–2005

On constate que le déclin du nombre de SR à moyen revenu, assez important dans les années 1970, s’est par la suite arrêté dans les années 1980 avant de recommencer au début des années 2000. La proportion des SR situés dans les deux tranches supérieures de revenu a pour sa part connu une forte baisse entre 1970 et 1990 avant de remonter jusqu’à son niveau initial, si bien qu’elle était en 2005 sensiblement la même qu’en 1970. Enfin, la proportion des SR situés dans les deux tranches inférieures de revenu a connu une hausse importante dans les années 1970 avant de se stabiliser dans les décennies subséquentes.

Deux transformations majeures survenues dans l’économie et dans la population de Montréal à partir des années 1970 pourraient expliquer le retard relatif de la croissance des inégalités de revenu dans la métropole québécoise par rapport au reste du pays. Le premier est l’émigration d’un grand nombre d’anglophones aisés, un phénomène particulièrement susceptible d’affecter les résultats compte tenu de la concentration de la population de langue anglaise dans un nombre limité de SR (voir l’annexe E). Le second facteur est la croissance de l’immigration en provenance des pays du Sud. C’est en effet à partir des années 1970 que plusieurs secteurs d’appartements locatifs situés en proche banlieue ont commencé à accueillir un grand nombre de nouveaux arrivants défavorisés. Ce deuxième facteur est toutefois lié au contexte plus large

de croissance des inégalités sur le marché du travail en ce que plusieurs immigrants, incapables de trouver un emploi de qualité, y occupent des positions précaires et mal rémunérées.

Les résultats diffèrent quelque peu à l'échelle des deux sous-ensembles. Sur l'île de Montréal, une baisse prononcée du nombre relatif de SR à revenu moyen révèle une certaine bipolarisation des revenus : en 2005 moins de la moitié des SR de l'île se situaient dans la catégorie des moyens revenus. La proportion des SR aux revenus les plus élevés a pour sa part retrouvé son niveau de 1970, ce qui témoigne de l'avancée du phénomène de gentrification dans certaines parties du noyau central. En revanche, la proportion de SR à revenu élevé a perdu du terrain, sans doute en raison de l'exode des familles de classe moyenne supérieure vers les banlieues situées à l'extérieur de l'île de Montréal. La proportion de SR à faible revenus a augmenté plus rapidement sur l'île que dans l'ensemble de la RMR, notamment parce que les immigrants à faible revenu s'établissent encore majoritairement sur l'île.

Les banlieues de Laval et des couronnes Nord et Sud sont pour leur part le seul endroit où l'on observe une croissance soutenue de la proportion des SR les plus riches. Cet enrichissement relatif s'est cependant accompagné d'une augmentation du nombre relatif de SR à faible revenu. En 2005, la grande majorité des SR à l'extérieur de l'île se situaient tout de même dans la moyenne de la RMR, bien que la proportion ait légèrement baissé depuis 1970. Si le visage socio-économique des banlieues périphériques s'est donc diversifié dans les dernières décennies, aucun élément n'indique pour autant qu'il y a eu bipolarisation des revenus.

3. Évolution de la distribution spatiale des revenus : le Grand Montréal en 1970 et en 2005

Examinons à présent plus en détail la distribution spatiale de la pauvreté et de la richesse dans le Grand Montréal, en conservant toutefois les mêmes catégories de revenus (relativement à la moyenne de la RMR).

Les figures 3a et 3b illustrent la distribution spatiale des SR à revenu faible, moyen et élevé dans la RMR de Montréal en 1970 et en 2005.⁸ Seules les plus grandes municipalités de la RMR y étant identifiées, des cartes plus détaillées localisant l'ensemble des districts et des municipalités du Grand Montréal sont présentées à l'annexe A.

On constate d'entrée de jeu que le portrait géographique de la distribution des revenus dans le Grand Montréal était plus tranché en 1970 qu'aujourd'hui. Au centre, on remarque la division ancienne entre, d'une part, des quartiers occupés de longue date par l'élite sur les flancs du mont Royal (Westmount et Outremont, la « montagne ») et d'autre part les quartiers pauvres du « bas de la côte ».

En considérant l'île dans son ensemble, on observe les contrastes associés à l'histoire linguistique et économique particulière de Montréal (voir l'annexe E pour les cartes montrant la prédominance des langues en 1971 et en 2006). Les banlieues de l'ouest et les municipalités du centre-ouest de l'île sont ainsi dominées par les zones à revenu élevé ou très élevé, aucune poche de pauvreté n'étant visible à cette échelle. Si ces zones sont principalement anglophones, elles affichent pourtant une grande diversité sur le plan ethnique puisqu'avant les années 1970 les immigrants gravitaient majoritairement autour des communautés de langue anglaise.

Dans la partie est de l'île, on observe en 1970 peu de concentrations de richesse, une majorité de SR à revenu moyen dans la proche banlieue et une large bande de SR à faible revenu dans les vieux quartiers ouvriers du nord et de l'est du centre-ville. Cette partie majoritairement franco-

8 Ces cartes respectent les limites de la RMR et des SR telles que définies pour les recensements de 1971 et 2006. Ainsi, sur la carte la plus récente, on voit de nouvelles zones en marge de la ville, et des secteurs qui ont été subdivisés à cause de la croissance démographique rapide. Compte tenu de la croissance de la RMR, on voit sur la carte de 2005 des zones qui n'ont pas été incluses dans les comparaisons longitudinales présentées dans ce rapport.

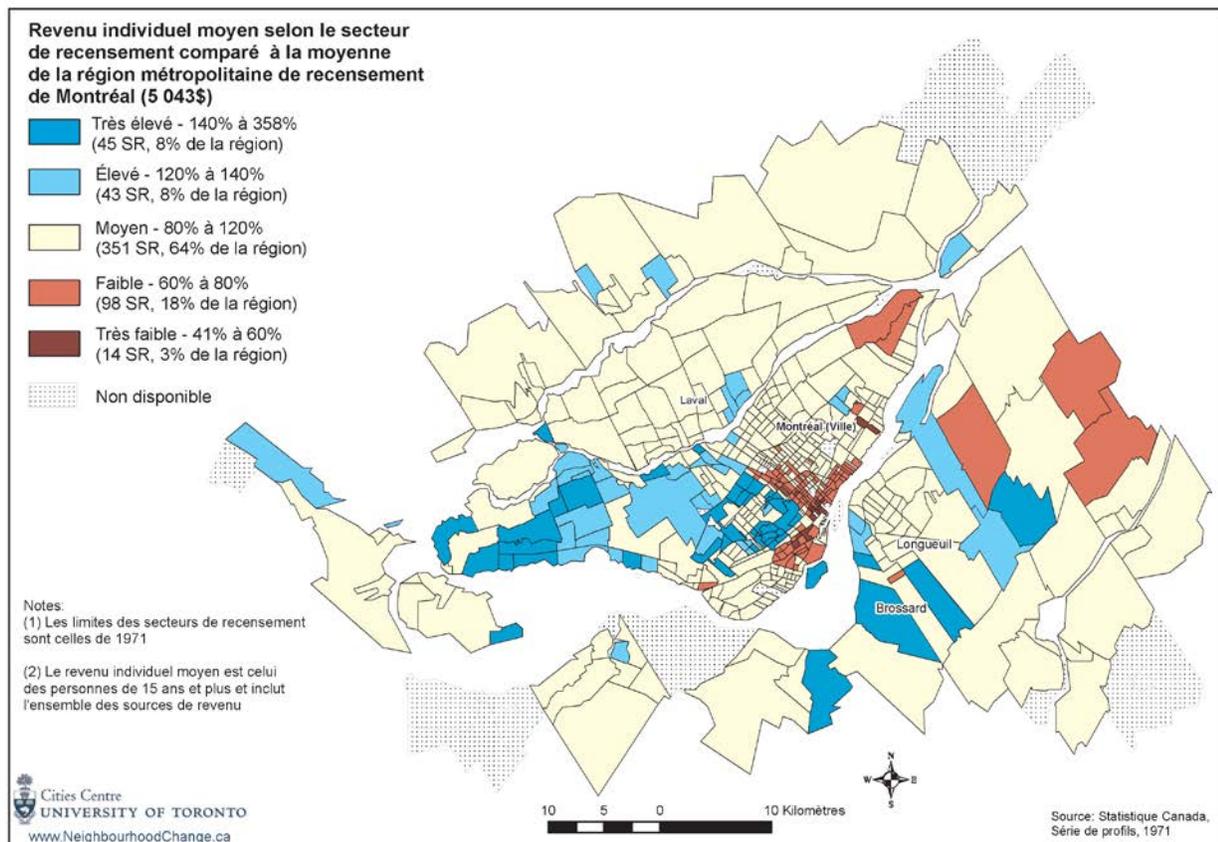


Figure 3a : La distribution de la pauvreté et de la richesse en 1970 et en 2005 : Le revenu individuel moyen par secteur de recensement, RMR de Montréal, 1970

phone de l'île de Montréal inclut néanmoins le traditionnel « corridor » d'immigration du boulevard Saint-Laurent et des communautés d'origine italienne dans les banlieues de Saint-Léonard et de Montréal-Nord. Les anciens quartiers industriels du sud-ouest du centre-ville, caractérisés par une forte mixité linguistique, forment une autre concentration de SR à faible revenu. On peut ainsi observer la distribution de pauvreté en « T inversé » identifiée par la littérature, les zones les plus défavorisées se concentrant dans les anciens quartiers ouvriers situés à proximité de la jonction du « T ».

Dans les banlieues situées à l'extérieur de l'île, les SR à moyen revenu prédominent en 1970. Ces zones périphériques sont cependant ponctuées de petites concentrations de richesse : des secteurs anciens occupés par les élites traditionnelles et de nouvelles banlieues aisées situées principalement sur la rive Sud, mais aussi à Laval et sur la rive Nord.

En 2005, ce portait s'est radicalement transformé. La nouvelle distribution géographique des revenus est le résultat des multiples transformations qu'a subies le Grand Montréal sur les plans physique, économique, démographique et culturel depuis les années 1970. Tel que mentionné précédemment, la région a connu 35 années de développement suburbain le long des corridors

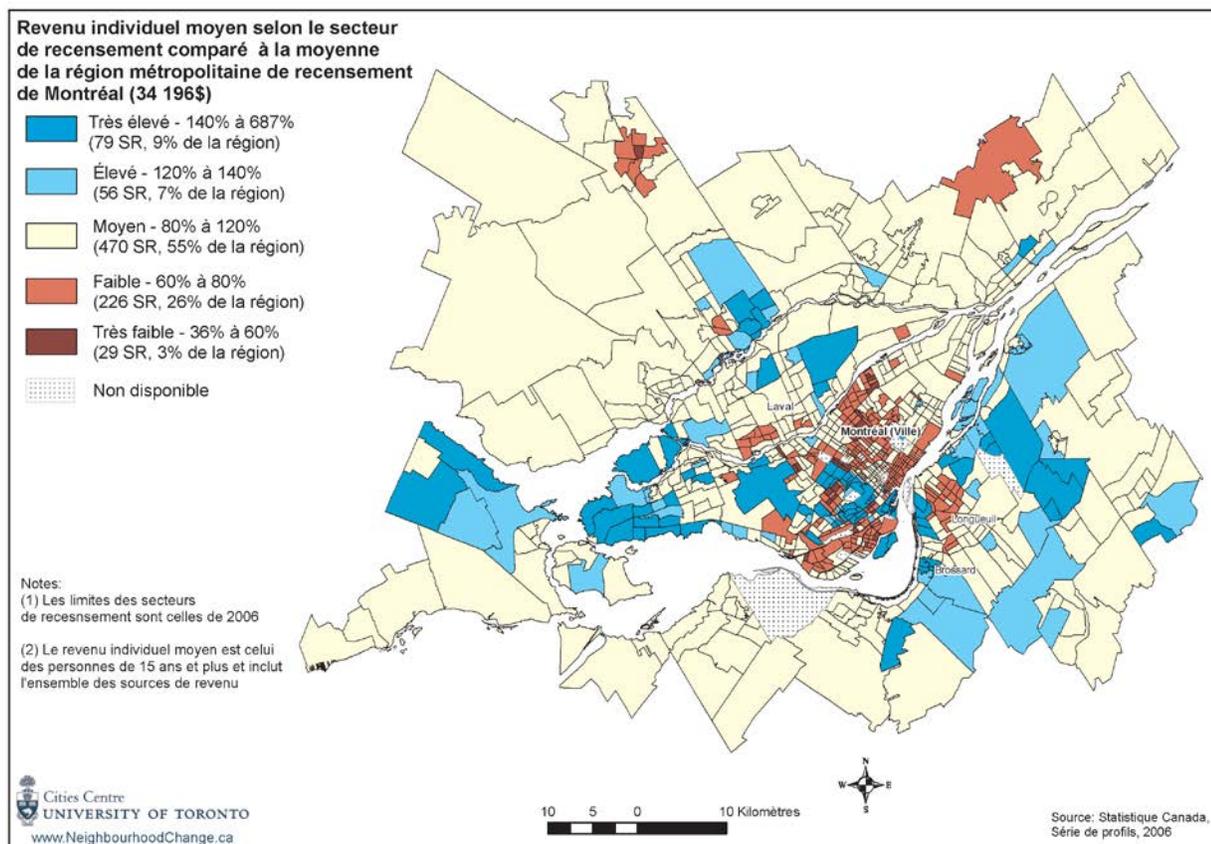


Figure 3b : La distribution de la pauvreté et de la richesse en 1970 et en 2005 : Le revenu individuel moyen par secteur de recensement, RMR de Montréal, 2005

autoroutiers, ce qui a attiré à l'extérieur de l'île un grand nombre de familles de classe moyenne. Cet exode a surtout touché la classe moyenne francophone, un groupe ayant connu une croissance rapide pendant les années 1970 et 1980.

La population totale de l'île a diminué, cela même si le déclin s'est stabilisé au cours des dernières années avec l'intensification de la construction résidentielle de moyenne et de haute densité. L'élite et les couches moyennes-supérieures anglophones ont pour leur part décliné en termes relatifs et absolus.

Bien que Montréal ne constitue plus le centre financier du Canada, l'économie de la région s'est restructurée autour de la haute technologie et de l'industrie du savoir, si bien que depuis 1990 on observe une reprise de la croissance économique et une forte poussée du marché immobilier résidentiel.

Un facteur clé de la transformation de la frange la plus pauvre de la population montréalaise est le déclin des secteurs économiques traditionnels. Ce déclin a engendré des difficultés persistantes d'insertion en emploi pour les travailleurs licenciés souvent plus âgés, ainsi que pour les jeunes peu scolarisés. Les immigrants récents ont aussi rencontré d'importantes difficultés à trouver du travail, n'obtenant souvent que des emplois mal rémunérés, en dépit de niveaux de

scolarité et de compétences professionnelles supérieurs à leurs prédécesseurs des années 1960 et 1970.

Une particularité marquante de la carte de 2005, par rapport à celle de 1970, est l'expansion des zones contigües à revenu élevé et très élevé sur la Rive-Sud, à Laval et sur la Rive-Nord. Plusieurs résidents de ces zones font quotidiennement la navette vers le centre-ville de Montréal, mais ils sont de plus en plus nombreux à travailler dans l'un des nouveaux pôles technologiques de banlieue (Shearmur, 2006). La plupart des municipalités y sont à forte prédominance francophone, comme Boucherville et Sainte-Julie sur la Rive-Sud (voir la figure 7) ou encore le secteur Vimont-Auteuil à Laval. Mais d'autres villes comme Brossard et, dans une moindre mesure, Vaudreuil-Dorion présentent une importante diversité linguistique et ethnoculturelle. Dans l'ouest de l'île, l'étendue de la zone à revenu élevé a diminué tandis que la population à moyen revenu a gagné du terrain. Plusieurs secteurs à moyen revenu dans les banlieues proches de l'est de l'île sont par ailleurs devenus des secteurs à faible revenu, parfois même à très faible revenu (notamment Villeray-St-Michel et Montréal-Nord au nord-est du noyau central).

Dans les quartiers centraux, le phénomène de gentrification a entraîné d'importants changements dans l'occupation du parc résidentiel. Les anciens secteurs industriels et les installations portuaires ont été transformés par de nouveaux développements résidentiels et par la conversion d'immeubles existants à des fins d'habitation, notamment dans le Vieux-Montréal et les secteurs adjacents. Sur le Plateau-Mont-Royal, presque tous les SR sont passés de la tranche des faibles à celle des moyens revenus. On observe le même processus, quoiqu'à plus petite échelle, dans les anciennes zones industrielles du Sud-Ouest, à proximité du canal de Lachine. Dans l'ensemble, on constate une forte corrélation spatiale entre les zones à revenu individuel élevé et celles à haut taux de diplomation universitaire, ce qui est en accord avec les tendances du marché du travail évoquées précédemment (voir aussi l'annexe D).⁹

La distribution spatiale des zones à faible revenu s'est aussi transformée radicalement, ce tant sur l'île que dans les banlieues périphériques. Les recherches sur la distribution de la pauvreté sur l'île ont ainsi constaté une évolution du modèle de distribution de la pauvreté en « T inversé » vers un modèle « en S » à mesure que de nouveaux secteurs à faible revenu apparaissaient dans les banlieues proches du nord-est et du sud-ouest de Montréal. Plus récemment, un « motif léopard » a même été observé, la gentrification favorisant l'enrichissement de certains secteurs centraux tandis que des poches de pauvreté apparaissaient dans des zones auparavant à moyen revenu. Le fort taux de chômage de la classe ouvrière « traditionnelle » constitue un facteur déterminant dans l'appauvrissement de plusieurs de ces zones, en particulier dans l'est et le sud-ouest de la ville (Apparicio, Séguin et Leloup, 2007).

Les facteurs liés à la démographie et au cycle de vie ont également joué un rôle important dans la transformation du paysage social de Montréal, notamment l'augmentation de la monoparentalité. En effet, en dépit d'une grande diversité de profils socio-économiques chez les familles monoparentales, le nombre élevé de parents célibataires à faible revenu dans un axe est-ouest traversant la partie sud de la ville – d'Hochelaga-Maisonneuve à Verdun – est un important facteur explicatif des bas revenus de ces quartiers. Un autre facteur à considérer est le vieillissement de la population, car le passage du statut de salarié à celui de retraité implique généralement une diminution de revenu. La proportion des résidents du Grand Montréal âgés de 65 ans et plus ayant doublé depuis 1971, cela pourrait avoir contribué à l'appauvrissement relatif de certaines anciennes banlieues proches, puisqu'elles ont été les plus affectées par le vieillissement de la population (Apparicio, Séguin et Leloup, 2007).

De nombreux autres quartiers se retrouvent toutefois dans la catégorie des SR à faible revenu parce que leurs résidents comptent parmi les « travailleurs pauvres ». C'est notamment le cas des secteurs où résident un grand nombre d'immigrants récents (incluant un arc composé d'anciennes banlieues sur l'île au nord, au nord-ouest, à l'ouest et au sud-ouest de la zone centrale; voir l'annexe C). Notons qu'en 2005, tous les SR où la population était composée de 20 % et plus d'immigrants récents se situaient dans les catégories de faible ou de très faible revenu.

Sur la carte de la distribution des revenus en 2005, nous pouvons observer ce « motif léopard » dans certaines banlieues situées à l'extérieur de l'île de Montréal, qui sont désormais ponctuées de zones de pauvreté. À Longueuil, plusieurs secteurs sont ainsi passés du statut de moyen à

9 Pour un portrait détaillé de l'évolution de la gentrification entre 1971 et 2005, voir Walks et Maaranen (2008).

celui de faible revenu. Il s'agit entre autres d'anciennes zones ouvrières qui se sont appauvries et de secteurs où se sont graduellement établis des immigrants récents à faible revenu. On observe d'ailleurs à Longueuil une certaine bipolarisation spatiale des revenus, le bord de l'eau et les secteurs plus à l'est s'étant enrichis durant la période d'étude. L'apparition de nouvelles zones à faible revenu s'observe aussi dans certains secteurs de Laval, surtout à Chomedey (sud-ouest), mais aussi dans de plus petites parties des secteurs de Pont-Viau (centre-sud) et de Saint-François (est).¹⁰

3.1 Évolution des revenus par quartiers entre 1970 et 2005 : les « trois villes » du Grand Montréal

Nous portons maintenant notre attention sur les changements survenus dans le statut socio-économique des différents quartiers du Grand Montréal pendant les 35 années que couvre l'étude. Nous conservons à la fois les SR comme unité géographique et le revenu moyen individuel des personnes de 15 ans et plus comme indicateur du statut socioéconomique. Suivant la méthodologie développée par nos collègues de Toronto, nous avons regroupé les SR en trois catégories :

- « Revenus en hausse » : les revenus ont augmenté à un rythme plus rapide que ceux de l'ensemble de la RMR de Montréal;
- « Revenus stables » : les revenus ont augmenté au même rythme que ceux de la RMR;
- « Revenus en baisse » : la croissance des revenus est inférieure à celle observée dans l'ensemble de la RMR, c'est-à-dire que ces secteurs se sont relativement appauvris par rapport au reste de la région métropolitaine.

Chaque SR qui existait pendant les deux années de référence (1971 et 2006) a été associé à l'une des trois catégories. Un secteur a ainsi été considéré « stable » si l'évolution de son revenu se situait à moins de 15 % d'écart de la variation des revenus de l'ensemble de la RMR pendant la période d'étude.¹¹ Afin de permettre une lecture longitudinale des données, les nouvelles banlieues et les petites villes ajoutées à la RMR depuis 1971 ont été exclues de cette partie de

10 L'augmentation du nombre de secteurs à faible revenu à Laval est en partie causée par le « débordement » des quartiers immigrants à faible revenu du nord de l'île de Montréal. Sur la croissance de la pauvreté à Laval, voir Conférence régionale des élus de Laval (2009).

11 Pour évaluer si le revenu moyen d'un quartier a augmenté, est resté stable ou a diminué, nous avons utilisé le revenu moyen individuel dans la RMR de Montréal dans son ensemble comme point de référence. Nous avons converti le revenu moyen individuel des personnes âgées de 15 ans et plus pour chaque secteur de recensement, pour chaque année de référence (1970 et 2005) en un ratio le comparant avec le revenu individuel moyen dans la RMR dans son ensemble. Nous avons par la suite calculé le pourcentage d'augmentation ou de diminution du ratio de 2005 par rapport à celui de 1970. En ce qui a trait à la catégorisation des SR en seulement 3 catégories de changement, de même qu'au choix du seuil de 15 % pour désigner le changement, nous avons effectué des essais avec différents nombres de catégories et avec différents seuils avant d'arrêter notre choix, en nous basant sur un compromis entre une volonté de présenter des données détaillées et celle d'exprimer les grandes tendances le plus clairement et simplement possible. À cause de la croissance démographique, les secteurs de recensement se sont parfois subdivisés au fil du temps. L'équipe d'analyse des données au Cities Centre de l'Université de Toronto a donc calculé le revenu de ces zones tel qu'il serait si elles n'avaient pas été subdivisées, afin de permettre des comparaisons sur le plan longitudinal. Pour plus de détails sur la méthode, voir Hulchanski et al. (2010).

l'étude. La terminologie utilisée est celle développée par l'équipe de Toronto : nous appelons « ville n° 1 » l'ensemble des SR qui se sont enrichis par rapport à la moyenne du Grand Montréal; « ville n° 2 » ceux dont les revenus sont restés stables et « ville n° 3 » ceux qui se sont appauvris. Cet usage du terme « ville » ne renvoie pas à une quelconque entité municipale; il s'agit plutôt d'une métaphore exprimant l'idée d'une portion d'espace urbain pouvant être comprise et vécue comme un ensemble. Dans cette section, nous examinons donc en détail la géographie de ces trois « villes », de même que l'évolution de la distribution des revenus à l'intérieur de chacune de ces « villes » au cours de la période d'étude.

Mais avant d'aller plus loin, il semble important de rappeler les principales conclusions de l'étude sur Toronto. Les chercheurs ont ainsi constaté que la plupart des SR formant la « ville n° 1 » étaient regroupés dans un tracé à peu près continu le long du réseau original de métro (en forme de feuille d'érable), tandis que la plupart des secteurs de la « ville n° 3 » se situaient dans une couronne aux limites de l'agglomération torontoise. Les secteurs stables de la « ville n° 2 » formaient pour leur part un genre de mosaïque : certains secteurs étaient situés dans des zones qui s'appauvrissaient alors que d'autres étaient entourés de secteurs qui s'enrichissaient. La majorité faisait toutefois office de zone tampon relativement continue entre la ville n°1 et la ville n° 2. Les auteurs de l'étude sur Toronto se sont dits très préoccupés par cette augmentation de la bipolarisation socio-spatiale et ont par conséquent recommandé la mise en œuvre de politiques visant à freiner ou renverser cette tendance. Voyons maintenant si le Grand Montréal a connu une évolution similaire.

3.2. Cartographie des trois « villes dans la ville »

La figure 4 montre les « trois villes » sur une carte de la RMR de Montréal (limites de 1971). Afin de dresser un portrait plus nuancé de la « ville n° 3 », nous avons subdivisé cette catégorie en deux : un groupe de SR (rayures brunes) qui, malgré leur déclin relatif, affichent toujours un niveau de revenu moyen ou élevé en 2005; ainsi qu'un groupe de SR (brun uni) qui se situent dans les catégories de faible ou très faible revenus.

En ce qui concerne les parties plus anciennes de la RMR (une grande partie de l'île de Montréal et les secteurs de Laval et de Longueuil les plus près de Montréal), cette carte dresse un portrait semblable à celui de l'étude de Hulchanski sur Toronto. La bipolarisation socio-spatiale n'apparaît toutefois pas aussi nettement qu'à Toronto puisque les zones de stabilité (qui regroupent plus de la moitié des SR) sont en général dispersées parmi des zones qui s'enrichissent et d'autres qui s'appauvrissent.

Dans la RMR de Montréal, près d'un SR sur cinq s'est enrichi pendant la période d'étude. Cette « ville n° 1 » inclut certaines zones occupées de longue date par les élites et la classe moyenne supérieure (Westmount et la majeure partie d'Outremont), ainsi que des secteurs ayant été touchés par des processus de gentrification (Plateau Mont-Royal, Vieux-Montréal et secteurs adjacents). On y constate une forte augmentation du nombre relatif de diplômés universitaires (voir l'annexe D), un indicateur de gentrification.

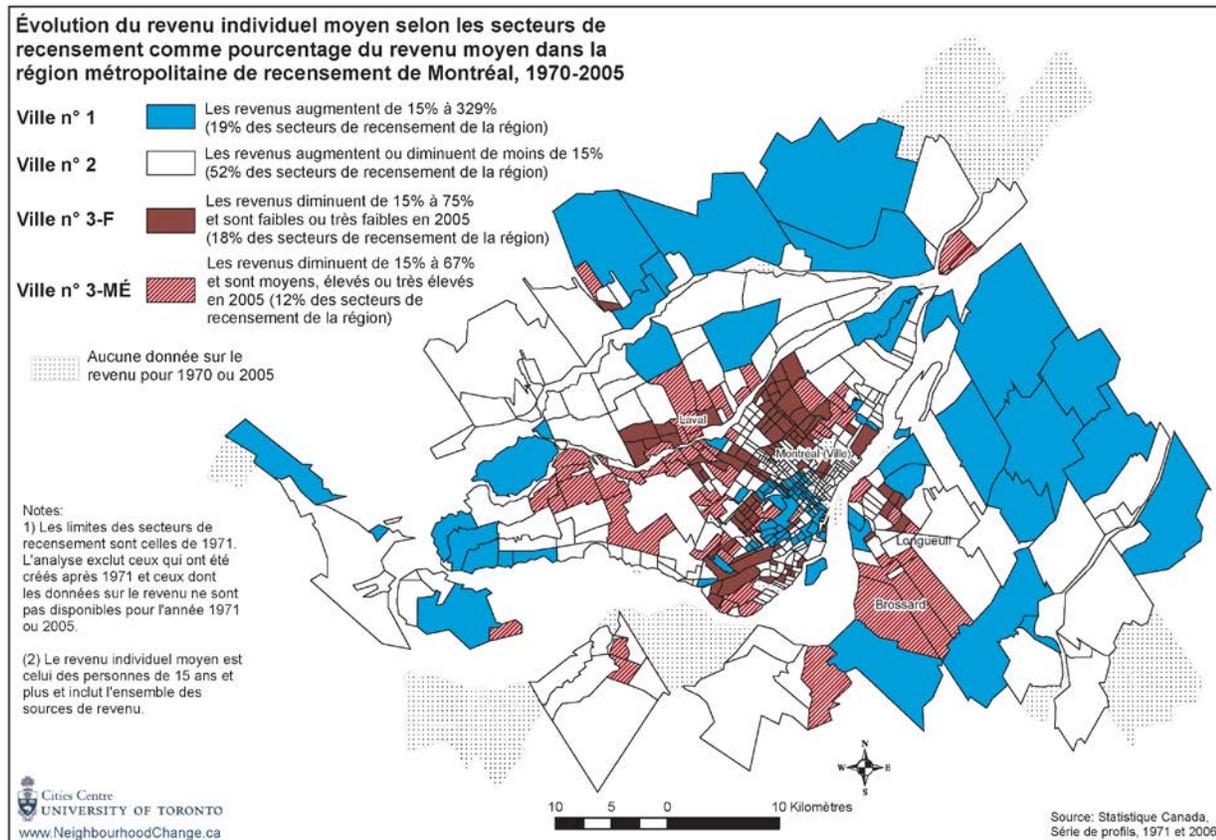


Figure 4 : Une ville « à trois vitesses » : évolution des catégories de revenu dans les secteurs de recensement de la RMR de Montréal, 1970-2005

La plupart des autres secteurs dont les revenus ont augmenté sont localisés dans les banlieues périphériques et forment un arc de cercle autour de l'île. Les zones contiguës les plus vastes se trouvent dans la partie est des rives Nord et Sud, où plusieurs banlieues ont connu un développement rapide durant la période d'étude grâce au développement du réseau autoroutier, à l'expansion de la classe moyenne francophone et à la croissance des industries de haute technologie. Varennes, Sainte-Julie, Boucherville (rive Sud) et Blainville (rive Nord) comptent ainsi aujourd'hui parmi les villes les plus riches de la RMR de Montréal. Dans l'ensemble, les professionnels et les gestionnaires sont surreprésentés dans cette « ville n° 1 » (voir le tableau 1).

La « ville n° 3 » regroupe pour sa part 30 % des SR du Grand Montréal, dont les trois cinquièmes se situaient dans les catégories de revenu faible ou très faible en 2005. La plupart de ces secteurs sont localisés sur l'île, dans des banlieues proches datant de l'après-Seconde Guerre mondiale où l'on retrouve un grand nombre d'immeubles d'appartements de faible qualité et de basse densité. Leur appauvrissement relatif est lié à divers facteurs. Si les emplois de cols bleus et du secteur des services sont légèrement plus importants dans la « ville n° 3 » que dans la « ville n° 2 » (voir le tableau 1), les travailleurs de la « ville n° 3 » seraient pourtant plus nombreux à occuper dans ces domaines les emplois précaires et mal rémunérés. L'usage d'une langue non-officielle à la maison est aussi plus fréquent dans la « ville n° 3 », certaines zones abritant une importante population d'immigrants récents appartenant au groupe des « travailleurs pauvres » ou n'ayant pas encore intégré le marché du travail (p. ex. Parc-Extension, Côte-des-Neiges, cer-

tains secteurs de Montréal-Nord, de Cartierville et de Saint-Laurent, secteur sud de Notre-Dame-de-Grâce).

D'une manière générale, la population immigrante a augmenté plus rapidement dans la « ville n° 3 » (de 21 % en 1971 à 35 % en 2006) que dans la « ville n° 2 » (de 10 % à 16 %), alors que la proportion d'immigrants est demeurée stable dans la « ville n° 1 » (16 %). La proportion de résidents possédant un diplôme de niveau universitaire est la même dans la « ville n° 3 » que dans la « ville n° 2 », de même que dans l'ensemble de la RMR, ce qui pourrait refléter les difficultés rencontrées par les nouveaux arrivants dans la recherche d'un emploi à la hauteur de leur qualifications. Mais les non diplômés sont également légèrement surreprésentés dans la « ville n° 3 » (voir tableau 1). Cette « ville » comporte en effet plusieurs anciennes zones ouvrières où les immigrants récents sont peu nombreux (p. ex. Mercier et certaines parties de Rosemont dans l'est, Saint-Pierre et certains secteurs de Verdun et de Côte-Saint-Paul dans le sud-ouest). Ces zones abritent une importante population vulnérable au chômage chronique, souvent confinée aux marges du marché du travail et généralement incapable d'accéder aux emplois de l'« économie du savoir ».¹²

Les transformations du marché résidentiel constituent un autre facteur contribuant à la baisse des revenus dans certaines zones. La hausse des loyers dans les secteurs les plus en demande contribue à restreindre le choix des quartiers de résidence pour les groupes défavorisés, notamment les immigrants et les familles monoparentales. Ces groupes sont dès lors contraints de s'établir dans des zones où les logements demeurent relativement abordables, en dépit de leur faible qualité.

Deux caractéristiques de la distribution spatiale de la « ville n° 3 » sont particulièrement marquantes. La première est l'étendue et la continuité de la zone en déclin au nord-est de la ville de Montréal, incluant le nord de Rosemont, la totalité de Saint-Michel, la presque totalité de Montréal-Nord et, fait étonnant, les parties ouest et sud de Saint-Léonard. Ce dernier secteur, qui était en 1970 l'emblème de l'ascension sociale de la communauté italienne – alors la plus importante communauté immigrante de Montréal – est aujourd'hui partagé entre des secteurs à moyen et à faible revenu. Ancienne municipalité devenue arrondissement de la Ville de Montréal, Saint-Léonard abrite toujours une importante population d'Italo-Montréalais aisés de deuxième ou troisième génération, mais les secteurs comportant des logements locatifs de moindre qualité accueillent de plus en plus de « travailleurs pauvres » originaires notamment d'Afrique du Nord.¹³ La seconde caractéristique marquante est l'appauvrissement de certains quartiers plus anciens du sud de Laval (Pont-Viau et la partie sud de Chomedey), ainsi que l'étonnante proximité de quartiers qui s'enrichissent et de quartiers qui s'appauvrissent à Longueuil.

Afin de compléter cette esquisse des trois « villes » du Grand Montréal, examinons en détail certains secteurs qui ont quitté la catégorie « moyen revenu » entre 1970 et 2005 (voir la carte de l'annexe B). Notons d'abord que peu d'entre eux se sont déplacés vers des catégories de revenu

12 Une étude récente utilisant une méthodologie plus sophistiquée que la nôtre et se basant sur la concentration relative des personnes à faible revenu a également identifié des catégories de secteurs de recensement évoluant selon différentes trajectoires, cela pour une période plus courte (1986-2006). Les chercheurs ont démontré que des variations dans l'immigration récente, dans le taux de scolarité et dans les taux d'activité (dans cet ordre) sont les principaux facteurs qui influencent les trajectoires ascendantes ou descendantes des secteurs en termes de concentration relative de pauvreté. Voir Aparicio, Séguin et Riva (2011).

13 Voir Germain et al. (2012).

plus élevé. La grande majorité des secteurs ayant connu une telle trajectoire ascendante sont situés dans des banlieues périphériques, mais on compte également, sur l'île, la partie sud de Westmount, le nord et l'est d'Outremont, de même que les secteurs adjacents au Vieux-Port. Les secteurs à moyen revenu sont toutefois nettement plus nombreux à s'être appauvris. Ce déclassement a surtout affecté les quartiers que nous avons abordés dans la discussion précédente sur la « ville n° 3 ». Nous devons cependant y ajouter le secteur périphérique de Sainte-Thérèse (Rive-Nord), qui comporte de nombreux immeubles locatifs et qui est pourtant entouré de zones à revenus stables ou en augmentation.

En somme, la combinaison du concept des « trois villes » avec les données sur les revenus en 1970 et en 2005 permet de déceler un certain nombre de tendances dans l'évolution des revenus dans le Grand Montréal. Les parties situées à l'est de la banlieue périphérique du « 450 », sur les rives Sud et Nord, forment ainsi un bloc contigu de zones à revenu moyen ou élevé qui se sont enrichies au cours de la période d'étude. À l'ouest, le secteur de Vaudreuil-Dorion, qui a connu une croissance rapide et qui ne faisait pas partie de la RMR en 1970, constitue en 2005 une nouvelle zone de revenu élevé.

Les revenus ont également augmenté de façon importante dans la couronne autour du mont Royal. Cette augmentation n'est cependant pas suffisante pour qu'un grand nombre de SR s'élève au-delà de la catégorie des revenus moyens, à l'exception des quartiers occupés de longue date par les élites. Plusieurs de ces secteurs demeurent ainsi dans la catégorie des « 60 % à 80 % du revenu moyen de la RMR », ce qui indique que le processus de gentrification n'y est pas achevé. Plusieurs SR des banlieues d'après-Guerre se sont pour leur part appauvris, notamment à l'extérieur de l'île, à Longueuil et Laval. Le nord-est de Montréal constitue aujourd'hui une importante concentration de pauvreté, alors qu'au début de la période d'étude la plupart des SR y étaient à moyen revenu.

3.3 Évolution des revenus dans les « trois villes »

Dans le but d'éclairer un autre angle du phénomène de bipolarisation des revenus, nous avons également examiné l'évolution de la distribution des revenus au sein de chacune des « trois villes » durant les trois décennies et pour les cinq dernières années de la période d'étude. Ces résultats sont résumés dans la figure 5.

Dans la « ville n° 1 », nous constatons les effets du phénomène de gentrification dans le déclin rapide du nombre de SR à faible revenus au cours des années 1990, de même qu'un glissement marqué de plusieurs SR vers la catégorie des « revenu très élevé ». La « ville n° 2 » présente pour sa part une distribution des revenus relativement stable au fil du temps, à l'exception notable du déplacement de certaines zones de la catégorie « moyen revenu » vers celle de « faible revenu » au cours des années 1970. Dans la « ville n° 3 », peu de secteurs à revenu élevé demeurent, tandis que la croissance de la catégorie « faible revenu » reflète le déclin du groupe à moyen revenu. Dans les deux cas, cet appauvrissement relatif apparaît lié à la croissance de la population immigrante à faible revenue.

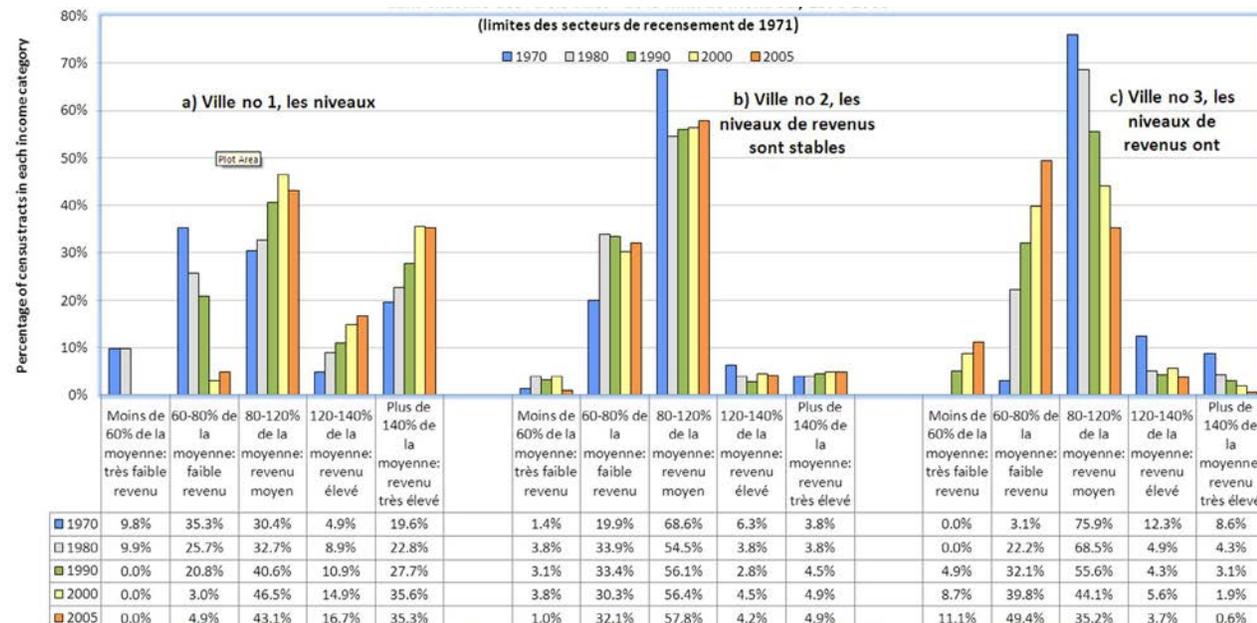


Figure 5 : Évolution de la distribution des revenus au sein de chacune des « trois villes » du Grand Montréal entre 1970 et 2005

Ville n° 1 : ensemble des secteurs de recensement (limites territoriales de 1971) dans lesquels le revenu individuel moyen a augmenté de 15 % ou plus relativement à la moyenne de la RMR de Montréal entre 1970 et 2005.

Ville n° 2 : ensemble de secteurs de recensement (limites territoriales de 1971) dans lesquels le revenu individuel moyen a augmenté ou diminué de moins de 15 % relativement à la moyenne de la RMR de Montréal entre 1970 et 2005.

Ville n° 3 : ensemble des secteurs de recensement (limites territoriales de 1971) dans lesquelles le revenu individuel moyen a diminué de 15 % ou plus relativement à la moyenne de la RMR de Montréal entre 1970 et 2005.

Source : Statistique Canada, Recensements de 1971, 1981, 1991, 2001, 2006.

Tableau 2 : Principales caractéristiques des « trois villes » de la RMR de Montréal

	RMR	Ville n°1 (Re- venus en augmentation)	Ville n°2 (Re- venus stables)	Ville n°3 (Re- venus en dé- clin)
Population en 2006 ('000) et % de la RMR	3450 / 100 %	597 / 18 %	1620 / 48 %	1130 / 34 %
Superficie du territoire (km ²) et % du territoire de la RMR	2344 / 100 %	925 / 39 %	1107 / 47 %	312 / 13 %
Revenu individuel moyen avant impôt en 2005	34 200 \$	51 100 \$	31 500 \$	27 000 \$
Revenu individuel moyen après impôt en 2005	27 900 \$	36 400 \$	27 000 \$	23 800 \$
Évolution du revenu individuel moyen avant impôt, exprimée en % de l'évolution de la moyenne dans la RMR :				
1970-2005	0 %	+44 %	-2 %	-28 %
2000-2005	0 %	+15 %	-4 %	-8 %
PROFESSIONS, 2006 :				
Cadre, professionnel, etc.	38 %	47 %	38 %	34 %
Arts, littéraire, récréatif	4 %	7 %	5 %	3 %
Secrétariat, emploi de bureau	14 %	12 %	14 %	15 %
Ventes, service	23 %	20 %	23 %	25 %
Col bleu	17 %	12 %	16 %	18 %
Secteur primaire et non déclaré	4 %	2 %	4 %	5 %
Taux de chômage, personnes de 15 ans et plus, 2006	7 %	5 %	7 %	10 %
Niveaux de scolarité, personnes de 25 ans et plus, 2006 :				
Détient un diplôme, certificat ou grade universitaire	30 %	44 %	30 %	29 %
Aucun diplôme, certificat ou grade académique	20 %	13 %	20 %	23 %
Langue parlée le plus souvent à la maison n'étant ni le français, ni l'anglais, en 2006	12 %	7 %	9 %	24 %
Population appartenant aux minorités visibles, 2006	14 %	10 %	13 %	29 %
Population immigrante, 2006	22 %	16 %	16 %	35 %
Immigrants récents, 2006	5 %	3 %	4 %	8 %
Population de 25-44 ans, 2006	30 %	32 %	31 %	29 %
Population de 65 ans et plus, 2006	14 %	11 %	13 %	16 %
Ménages locataires	47 %	32 %	45 %	60 %

Statistique Canada, recensements de 1971 et 2006; compilations effectuées par le Cities Centre de l'Université de Toronto.

Notes:

Ville #1 = Augmentation de revenu supérieure à 15% relativement à la RMR depuis 1970.

Ville #2 = augmentation ou diminution de revenu inférieure à 15% relativement à la RMR depuis 1970.

Ville #3 = Diminution de revenu supérieure à 15% relativement à la RMR depuis 1970.

4. Les résidents à faible revenu sont-ils plus susceptibles de vivre dans des quartiers à faible revenu qu'auparavant?

Nous avons constaté que la proportion de SR à moyen revenu a diminué dans la RMR de Montréal au cours de la période d'étude. Au même moment, certains quartiers ouvriers du centre étaient touchés par des processus de gentrification. En outre, le marché du logement – incluant les appartements locatifs – a connu une importante période d'inflation depuis la fin des années 1990. L'ensemble de ces facteurs a considérablement restreint les choix résidentiels des personnes à faible revenu, notamment les immigrants et les nouveaux entrants dans le marché du logement. La disparition progressive des logements abordables dans les secteurs à moyen revenu rend souvent difficile l'accès à certains quartiers pour les ménages plus pauvres. Dans un tel contexte, on pourrait s'attendre à ce que la population à faible revenu soit désormais plus concentrée dans des SR à faible revenu, qui comptent en général un plus grand nombre de logements abordables. Il est par conséquent nécessaire de compléter les précédentes analyses de la distribution des SR par niveau de revenu en examinant la répartition des personnes à faible revenu à travers les différentes catégories de SR. Pour ce faire, nous utilisons l'indicateur du statut de faible revenu individuel de Statistique Canada (personnes vivant sous le seuil de faible revenu) – pour lequel les données ne sont malheureusement disponibles que depuis 1991.

Les résultats, présentés dans la figure 5, montrent que la majorité des personnes à faible revenu *ne vivaient pas* dans des SR à faible revenu lors des deux années de référence, cela même si cette majorité a diminué de 63 % à 55 % entre 1991 et 2006.¹⁴ Il est par ailleurs intéressant – et plutôt étonnant – de constater à l'autre extrémité du spectre une légère augmentation (de 3,5 % à 4,7 %) de la proportion des personnes à faible revenu vivant dans des SR à revenu très élevé. Cette augmentation est sans doute liée au phénomène de gentrification, par lequel de nouveaux immeubles résidentiels haut de gamme sont construits dans des SR où peuvent subsister des zones de logement abordables. Une mixité socioéconomique à si petite échelle

14 D'autres recherches sont arrivées au même résultat pour plusieurs échelles d'analyse (micro, meso et macro), révélant qu'en 2001 plus de la moitié des personnes à faible revenu ne vivaient pas dans zones de pauvreté, des résultats qui pourraient avoir des répercussions sur les mesures de lutte à la pauvreté (Apparicio et al., 2008).

pourrait cependant n'être que transitoire si les logements abordables finissaient par laisser place à plus de gentrification. Elle pourrait en revanche être plus durable si des logements haut de gamme étaient construits à proximité de zones de logement social, ou encore si des politiques publiques étaient mises en place pour favoriser l'inclusion de logement social et abordable dans les nouveaux développements résidentiels des secteurs à revenu moyen ou élevé. Notons que la Ville de Montréal a développé ce type de politique depuis 2004.¹⁵

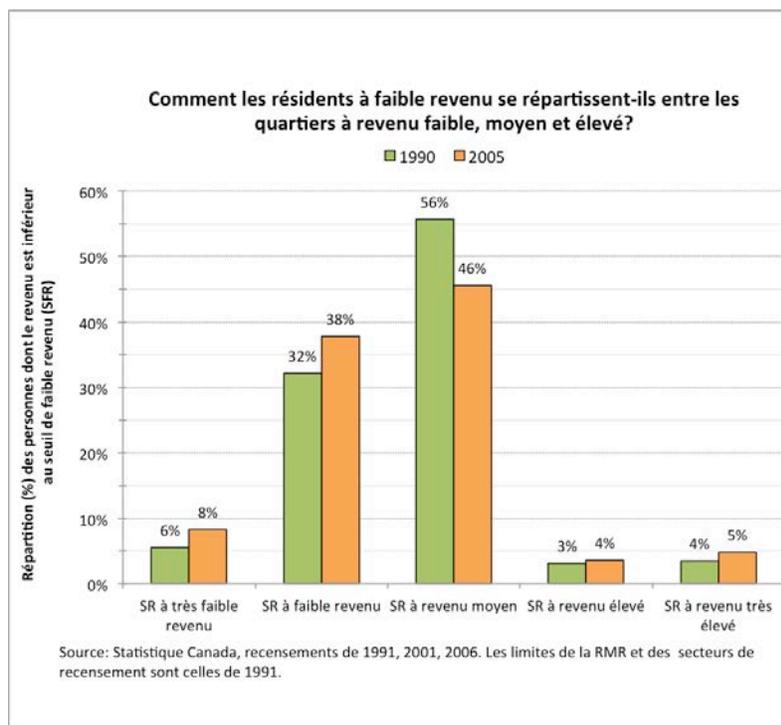


Figure 6 : Personnes à faible revenu par catégorie de secteur de recensement

La question des bienfaits de la mixité sociale est complexe. Être pauvre dans un quartier riche peut engendrer un certain isolement ou rendre difficile l'accès à des biens et à des services abordables, tandis qu'être pauvre dans un quartier défavorisé peut comporter des avantages en termes d'accès à des ressources et à des services spécialisés. C'est le cas des quartiers accueillant un grand nombre d'immigrants récents, qui offrent souvent des services d'aide à l'établissement et d'autres services communautaires. En revanche, être pauvre dans un quartier défavorisé où les services et les équipements publics sont insuffisants ou désuets peut contribuer à la détérioration d'une situation déjà difficile.

15 La cartographie des revenus à une échelle plus petite que celle des secteurs de recensement nous permettrait d'apercevoir plus clairement où les poches de pauvreté et de richesse coexistent. Une carte du statut socio-économique en 2005 utilisant un indicateur composé dans lequel le revenu individuel moyen a beaucoup d'importance nous permet de voir ce phénomène dans les zones en gentrification du Sud-Ouest de Montréal et sur le Plateau Mont-Royal. La même carte accentue également l'homogénéité socioéconomique des nouvelles banlieues à revenu moyen-élevé dans notre « ville n° 1 » : Ces communautés contiennent peu ou pas d'aires de diffusion à faible revenu. La carte Répartition des statuts socioéconomiques dans la RMR de Montréal – dimensions combinées (matérielle et sociale) de l'indice de défavorisation de l'INSPQ, par aire de diffusion, produite par l'Initiative canadienne pour la santé de la population, est disponible à : http://www.cihi.ca/CIHI-ext-portal/pdf/internet/PDF_DATA BRIEF_MONTREAL_FR (elle peut être reproduite à des fins non-commerciales).

5. Résumé et portée de l'étude

Cette recherche exploratoire visait à déterminer si, et dans quelle mesure, il y avait eu augmentation de la bipolarisation socio-spatiale entre les quartiers du Grand Montréal depuis le début des années 1970. En d'autres termes, il s'agissait de déterminer si le nombre relatif de quartiers à revenu moyen avait diminué par rapport aux quartiers à revenu faible ou élevé. L'analyse descriptive des revenus individuels moyens des résidents des secteurs de recensement de la RMR de Montréal nous permet de répondre par l'affirmative à cette question, mais avec de nombreuses réserves. En effet, si une telle tendance a pu être constatée sur l'île de Montréal, où la proportion de secteurs de recensement situés dans la catégorie des moyens revenus est passée de 58 % à 43 % entre 1971 et 2005, la situation est bien différente pour la RMR dans son ensemble. En effet, les SR à moyen revenu prédominent toujours dans les banlieues situées à l'extérieur de l'île de Montréal, lesquelles ont connu la croissance la plus rapide en termes de population et de superficie. Toutefois, on constate même en périphérie une augmentation significative du nombre relatif de secteurs à faible ou à haut revenu.

Le projet de recherche dans lequel s'inscrit la présente étude était motivé par un questionnement sur les effets de l'augmentation des inégalités de revenu liées au marché du travail sur la structure sociale des villes canadiennes. La répartition des zones résidentielles d'une grande région métropolitaine en fonction du revenu dépend toutefois d'un spectre beaucoup plus large de facteurs, le contexte local exerçant une influence déterminante sur les choix résidentiels des habitants. On ne peut donc pas conclure sur la base de nos analyses que l'augmentation de la bipolarisation socio-spatiale sur l'île de Montréal est directement causée par l'augmentation des inégalités liées à l'emploi dans l'ensemble de la société.

Nous savons en revanche que l'île de Montréal a attiré une part importante des travailleurs de la lucrative « économie du savoir » et que si plusieurs de ces travailleurs ont choisi de vivre dans les banlieues périphériques aisées, ils sont par ailleurs nombreux à s'être établis dans les quartiers centraux en voie de gentrification, un choix influencé tant par le cycle que par les modes de vie. En contrepartie, c'est également sur l'île de Montréal que réside la majorité des personnes à faible revenu de la RMR, notamment les anciens ouvriers victimes de la désindustrialisation et les immigrants éprouvant des difficultés d'insertion sur le marché du travail.

L'étude souligne par ailleurs la nécessité d'en apprendre davantage sur les caractéristiques des « travailleurs pauvres » du Grand Montréal et sur leur lieu de résidence. La création d'emplois de qualité ne nécessitant pas d'éducation universitaire, en particulier dans les sec-

teurs de la production et du commerce, tout comme la réduction des obstacles à l'insertion économique des nouveaux arrivants, contribuerait sans doute à enrayer certaines des causes de l'appauvrissement de plusieurs secteurs de recensement.

Mais au-delà des débats sur la bipolarisation socio-spatiale, ce rapport a documenté des transformations majeures dans les lieux de résidence des Montréalais de différents revenus. Un grand nombre de banlieues périphériques se sont ainsi enrichies pendant la période d'étude. Le phénomène de gentrification a en outre entraîné certains quartiers centraux autrefois pauvres dans la catégorie des moyens revenus, tandis que la pauvreté se répandait vers un ensemble de secteurs de proche banlieue, mais aussi vers certaines parties des banlieues périphériques de Laval et de Longueuil, généralement moins bien desservies en services essentiels (Agence de la santé et des services sociaux de Laval, 2009; Giroux et Pouliot, 2004).

Comme dans les études parallèles sur Toronto et Vancouver, notre principal objectif était de retracer les changements survenus dans la distribution spatiale de la richesse et de la pauvreté. Pour ce faire, nous avons documenté l'évolution relative du revenu individuel moyen de chacun des SR du Grand Montréal par rapport à celui de l'ensemble de la RMR entre 1971 et 2006.



Figure 7 : La banlieue aisée de Sainte-Julie, sur la Rive-Sud, 2009. Photo : Aircam

Nous avons ainsi observé une tendance relativement nette vers une bipolarisation socio-spatiale de la zone métropolitaine : des groupes vastes et contigus de SR s'enrichissent (« ville n° 1 ») alors que d'autres s'appauvrissent (« ville n° 3 ») par rapport à la moyenne de la RMR. Le premier groupe est constitué de quartiers centraux en gentrification, des enclaves traditionnelles des élites et de plusieurs banlieues périphériques qui se sont rapidement développées au cours de la période d'étude. Le second groupe rassemble pour sa part bon nombre de proches banlieues datant de l'après-Guerre, où des logements locatifs souvent de faible ou médiocre qualité attirent une population croissante d'immigrants récents, de même que des quartiers centraux victimes de la désindustrialisation et de l'exode de leur population traditionnelle de classe moyenne. Toutefois, la séparation spatiale entre les « villes » qui s'enrichissent et celles qui s'appauvrissent apparaît nettement moins contrastée qu'à Toronto et Vancouver. En effet, les quartiers relativement stables en termes de revenus et où les résidents à revenus moyens sont majoritaires sont mieux répartis dans la RMR de Montréal.

Nous devrions, malgré tout, nous préoccuper de la contiguïté de plusieurs SR défavorisés qui forment désormais de grandes zones de pauvreté croissante, particulièrement au regard d'un autre de nos résultats de recherche qui révèle que les personnes à faible revenu étaient en 2006 plus susceptibles de vivre dans des quartiers défavorisés qu'en 1971. Il est donc important de s'assurer que les municipalités et les quartiers dont une partie importante du territoire se situe dans la « ville n° 3 » disposent de ressources suffisantes pour maintenir des équipements et des services de qualité pour l'ensemble de leurs résidents, de même que pour adopter des politiques efficaces de lutte à la pauvreté. Il s'agit d'une inquiétude majeure compte tenu de la grande dépendance des villes et des quartiers aux revenus de taxe foncière prélevés localement. Les organisations communautaires et autres groupes de lutte à la pauvreté sont toutefois bien établis dans plusieurs de ces quartiers. Leurs efforts doivent être soutenus et renforcés.

Sur une note plus positive, soulignons que contrairement à la situation observée à Toronto et à Vancouver, la plupart des quartiers de la « ville n° 3 » ne sont pas dépourvus d'accès aux transports collectifs, un facteur important d'inclusion ou d'exclusion sociale en ce qu'il détermine l'accès des personnes à faible revenu aux services et aux opportunités d'emploi (Hyman et al., 2011). Nos résultats nous permettent toutefois de recommander l'amélioration du service de transport en commun du nord-est de Montréal, ainsi que de rendre plus efficace et plus abordable celui de Longueuil et, à plus forte raison, celui de Laval, où la densité de population est plus faible.

De plus amples recherches seront nécessaires afin de comprendre la façon dont le vieillissement de la population a contribué au glissement de certains secteurs vers la « ville n° 3 », dans lesquels la part des résidents de 65 ans et plus est plus importante que dans les autres secteurs. Les besoins des personnes âgées à faible revenu en termes de services et d'aide à la mobilité constituent des défis importants pour les administrations locales des anciennes banlieues, dont les budgets sont très limités (Séguin, 2011).

Nous devrions également nous préoccuper de l'expansion des zones de richesse. Les revenus moyens de plusieurs secteurs de la ville-centre et des zones limitrophes ont augmenté en raison du phénomène de gentrification, qui ne montre à ce jour aucun signe d'essoufflement. La mixité socioéconomique des zones centrales existe toujours, mais elle demeure fragile et

risque de disparaître si de fortes mesures politiques pour la conservation ou la création de logements locatifs abordables ne sont pas adoptées. La *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* de la Ville de Montréal est un outil précieux pour atteindre cet objectif, mais cet outil ne s'applique que dans les cas où un changement de zonage est nécessaire. Il dépend par ailleurs de la disponibilité des ressources octroyées par les autres paliers de gouvernements pour réaliser la construction logements sociaux et abordables. Il faudra également s'assurer que les quartiers où existe une mixité résidentielle maintiennent une offre de services communautaires et de commerce s'adressant aux groupes de revenus variés.

Enfin, notre étude met en évidence l'existence de groupements contigus de secteurs aisés dans les couronnes situées à l'extérieur de l'île de Montréal (le « 450 »). La croissance rapide de ces banlieues périphériques a attiré une importante population aisée, de sorte qu'elles ne comptent aujourd'hui que peu ou pas de SR à faible revenu. Notre projet de recherche a été complété au moment où la Communauté métropolitaine de Montréal était en voie d'adopter son premier plan régional fort, le *Plan métropolitain d'aménagement et de développement* (PMAD), qui fait notamment la promotion du développement durable sous toutes ses formes (environnementale, économique et sociale). L'un des piliers du PMAD est un ensemble de mesures visant à limiter l'étalement urbain et à favoriser l'aménagement du territoire en fonction des transports collectifs et actifs (une approche plus communément appelée *Transit Oriented Development* ou « TOD »). L'approbation du PMAD par le gouvernement provincial et son adoption au mois de mars 2012 constituent une excellente opportunité de bonifier les choix résidentiels des citoyens à faible revenu, ceux-là même qui ont souvent été relégués dans les anciennes banlieues de la « ville n° 3 » au cours des dernières décennies.

Les exemples d'aménagement du territoire en fonction des transports collectifs et actifs réalisés jusqu'à maintenant dans le Grand Montréal n'ont pas inclus de logements locatifs abordables, pas plus qu'ils n'ont cherché à intégrer des services pour desservir leur population pourtant relativement importante.¹⁶ Les résultats de notre étude sur la bipolarisation des revenus dans le Grand Montréal viennent donc appuyer les recommandations du rapport de consultation sur le PMAD selon lesquelles les projets d'aménagement devraient systématiquement favoriser une plus grande équité socio-spatiale, notamment via des mesures encourageant la construction de logements locatifs abordables au sein des développements « TOD » réalisés dans les zones aisées de la grande région de Montréal (Communauté métropolitaine de Montréal, n.d.; 2011).

16 Ceci diffère de la situation observée dans certaines villes américaines. Voir SCHL (2009); Filion et Kramer (2011).

Bibliographie

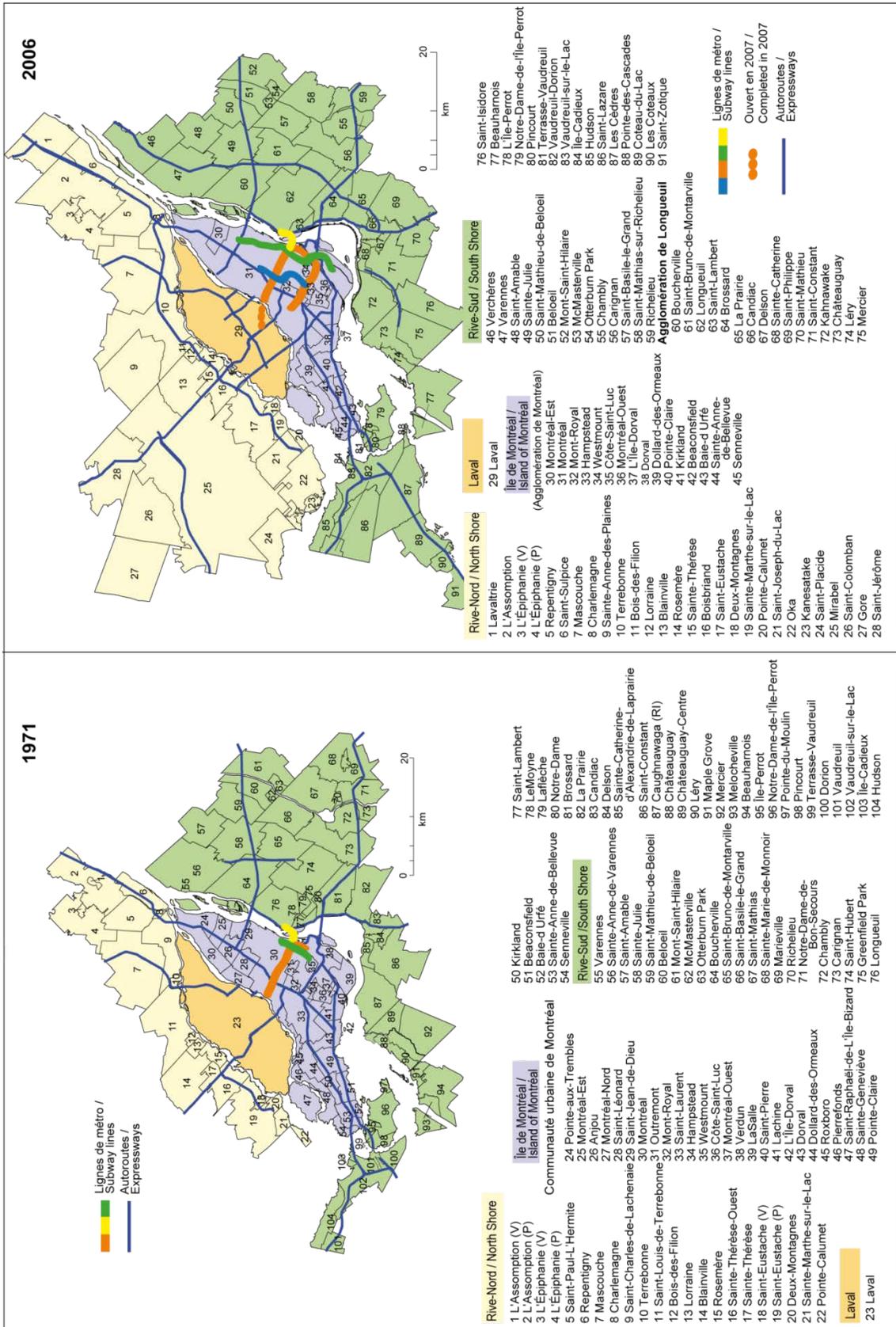
- Agence de la santé et des services sociaux de Laval, Direction de santé publique. 2009. *La pauvreté à Laval : Au-delà des apparences. Plus que jamais le développement des communautés*. Mémoire présenté au ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, dans le cadre de la consultation régionale « Les Rendez-vous de la solidarité 2009 », le 10 décembre 2009.
- Apparicio, Philippe, Anne-Marie Séguin, and Xavier Leloup. 2007. « Modélisation spatiale de la pauvreté à Montréal : rapport méthodologique de la régression géographiquement pondérée ». *Le Géographe canadien / The Canadian Geographer* 51, n° 4: 412-427.
- Apparicio, Philippe, Anne-Marie Séguin et Mylène Riva. 2011. « Identification et modélisation des trajectoires des espaces de pauvreté dans les aires métropolitaines : le cas de Montréal, 1986-2006 ». Dans *Statistiques sociales, pauvreté et exclusion sociale : hommage à Paul Bernard*, sous la dir. de Guy Fréchet, Danielle Gauvreau et Jean Poirier. 257-68. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Apparicio, Philippe, Anne-Marie Seguin, Eric Robitaille, et Patrick Herjean. 2008. *Le repérage des zones de concentration de la pauvreté à Montréal : l'identification des micro, meso et macro zones de pauvreté. Document de recherche*. Inédits/Working Papers. Vol. 2008-09, Montréal: INRS Urbanisation, Culture et Société, 2008.
- Beauregard, Ludger (dir.) 1971. *Montréal. Guide d'excursions / Field Guide, 22nd International Geographical Congress*. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Bolton, Kenyon. 2010. « The urban and regional dimensions of economic inequality in Canada, 1996-2006 ». Mémoire de maîtrise, Montréal, McGill University, Département de géographie.
- Bolton, Kenyon et Sébastien Breau. 2012. « Growing Unequal? Changes in the Distribution of Earnings across Canadian Cities », *Urban Studies* 49, n° 6: 1377-1396.
- Chen, Wen-Hao, John Myles et Garnett Picot. 2011. « Why Have Poorer Neighbourhoods Stagnated Economically while the Richer Have Flourished? Neighbourhood Income Inequality in Canadian Cities » *Urban Studies*, prépublication en ligne. doi:10.1177/0042098011408142
- Chicha, Marie-Thérèse et Éric Charest. 2008. « L'intégration des immigrants sur le marché du travail à Montréal : politiques et enjeux ». *Choix IRPP* 14, n° 2: 3-59.
- Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal. 2003. *Défavorisation des familles avec enfants en milieu montréalais - Guide d'accompagnement de la carte de la défavorisation du Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal*. 63. Montréal, Comité de gestion de la taxe scolaire de l'île de Montréal.

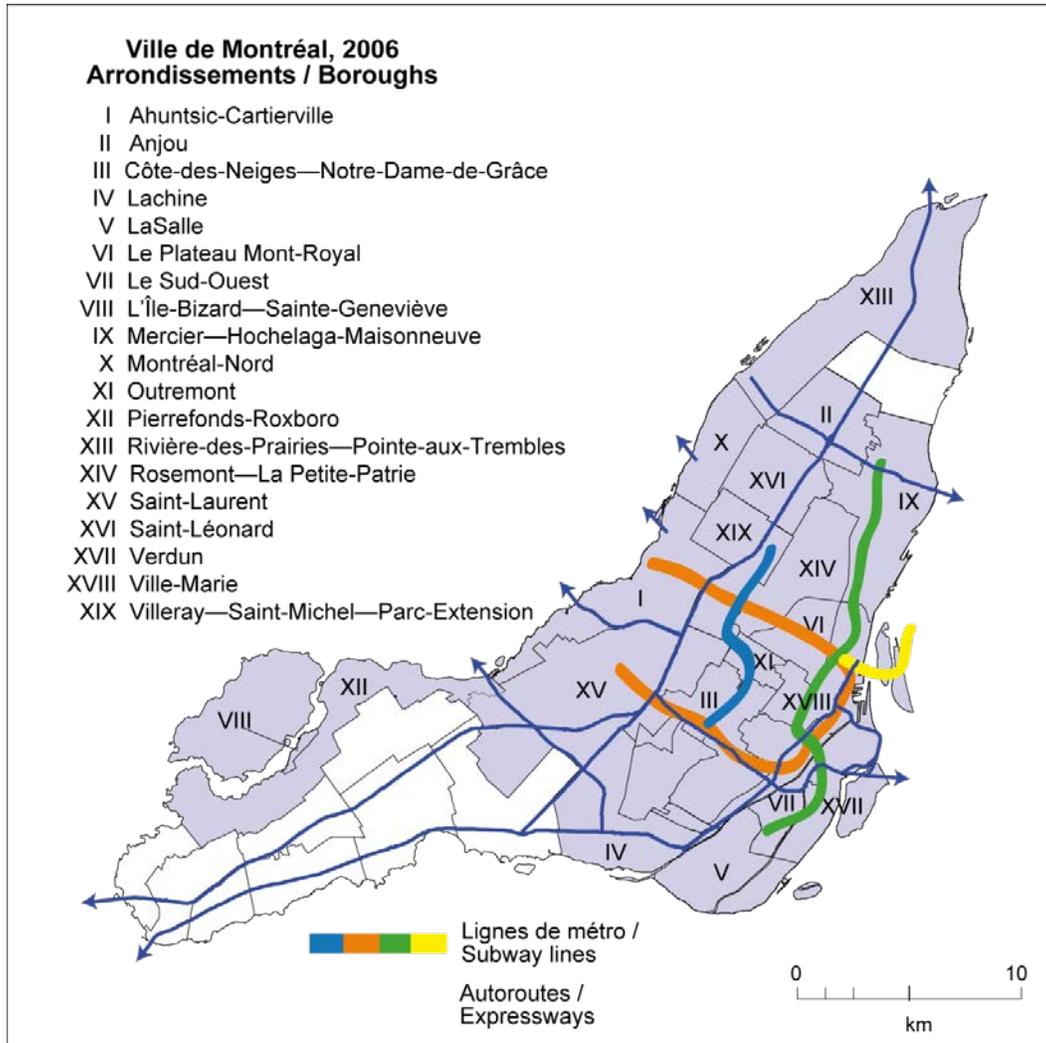
- Communauté métropolitaine de Montréal. N.D. *Le projet de PMAD vise le renforcement du caractère inclusif de la communauté. Entrevue avec Mme Nathalie Chicoine, responsable du logement social à la CMM.*
<http://projet.pmad.ca/salle-de-presse/derniere-nouvelle/le-projet-de-pmad-vise-le-renforcement-du-caractere-inclusif-de-la-communaute>.
- Communauté métropolitaine de Montréal. 2010. *Portrait du Grand Montréal. Édition 2010.* Cahiers Métropolitains. Vol. 1.
- Communauté métropolitaine de Montréal, Commission de l'aménagement. 2011. *Rapport de consultation publique sur le projet de Plan métropolitain d'aménagement et de développement (PMAD).* Montréal: Communauté métropolitaine de Montréal.
- Conférence régionale des élus de Laval. 2009. *Portrait du territoire lavallois ciblé pour une revitalisation urbaine intégrée (RUI).* Laval, QC; http://www.crelaval.qc.ca/doc/PortraitTerritoireRUI_avr09.pdf.
- Filion, Pierre, and Anna Kramer. « Transformative Metropolitan Development Models in Large Canadian Urban Areas: The Predominance of Nodes ». *Urban Studies* (En ligne le 21 novembre 2011, doi: 10.1177/0042098011423565)
- Filion, Pierre, Trudi Bunting, Dejan Pavlic, and Paul Langlois. 2010. « Intensification and Sprawl: Residential Density Trajectories in Canada's Largest Metropolitan Regions ». *Urban Geography* 31, n° 4 : 541-569.
- Fortin, Pierre. 2010. « Quebec is fairer: There is less poverty and less inequality in Quebec ». *Inroads, The Canadian Journal of Opinion*, n° 26: 58-65.
- Frenette, Marc, David A. Green et Kevin Milligan. 2009. « Taxes, Transfers, and Canadian Income Inequality ». *Canadian Public Policy* 35, n° 4: 389-411.
- Frenette, Marc, Feng Hou, René Morissette, Ted Wannell et Maryanne Webber. 2008. « Gains et revenus des Canadiens durant le dernier quart de siècle, Recensement de 2006 » Ottawa: Statistique Canada, n° au catalogue : 97-563-X.
- Germain, Annick, Chantal Ismé, Lara Pazzi et Myriam Richard. 2012. « "Ils utilisent le passage pour entrer dans notre quartier" : Tensions sociales et interethniques de proximité dans une ancienne banlieue montréalaise en transformation ». Dans *Conflits de proximité et dynamique urbaine*, sous la dir. de P. Melé, p. 288-316. Tours: Presses de l'Université de Tours.
- Germain, Annick et Damaris Rose. 2000. *Montréal: The Quest for a Metropolis.* London: John Wiley and Sons.
- Giroux, Mélissa et Odette Pouliot. 2004. *À l'écoute pour mieux agir : les femmes et la pauvreté à Laval.* Recherche-action. Laval et Montréal, QC: Table de concertation de Laval en condition féminine et Université du Québec à Montréal, Service aux collectivités.
- Heisz, Andrew et Logan McLeod. 2004. « Le faible revenu dans les régions métropolitaines de recensement ». *L'emploi et le revenu en perspective (Statistique Canada, cat. 75-001-XIE)*, mai, p. 5-11.
- Heisz, Andrew. 2006. « Le Canada et ses villes mondiales : conditions socioéconomiques à Montréal, Toronto et Vancouver ». *Document analytique - Tendances et conditions dans les régions métropolitaines de recensement.* Ottawa: Statistique Canada, n° au catalogue: 89-613-MIF-No010.
- Heisz, Andrew. 2007. *Inégalité et redistribution du revenu au Canada : 1976 à 2004.* Document de recherche - Direction des études analytiques documents de recherche. Ottawa: Statistique Canada, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail, n° au catalogue 11F0019MIF— n° 298.
- Hulchanski, David, Larry S. avec Bourne, Rick Egan, Maureen Fair, Richard Maaranen, Robert A. Murdie, et R. Alan Walks. 2010. *The Three Cities Within Toronto: Income Polarization among Toronto's Neighbourhoods, 1970-*

2005. Toronto: University of Toronto, Cities Centre; version téléchargeable disponible au: <http://www.urbancentre.utoronto.ca/pdfs/curp/trnrn/Three-Cities-Within-Toronto-2010-Final.pdf>.
- Hyman, Ilene, Ruben Mercado, Grace-Edward Galabuzi et Dianne Patychuk. 2011. « A critical review of social exclusion and inclusion indicators: implications for the development of a Canadian framework ». Dans *Statistiques sociales, pauvreté et exclusion sociale : hommage à Paul Bernard*, sous la dir. de Guy Fréchet, Danielle Gauvreau and Jean Poirier, p. 139-51. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Morissette, René et Xuelin Zhang. 2006. « Inégalité de la richesse : second regard », *L'emploi et le revenu en perspective* 7, n° 12: 5-16, Statistique Canada, n° au catalogue: 75-001-XIE.
- Murphy, Brian, et Michael Wolfson. 2000. « Income inequality in North America: does the 49th parallel still matter? / Les inégalités de revenu en Amérique du Nord: le 49e parallèle a-t-il encore de l'importance? ». *Canadian Economic Observer / Observateur économique canadien (Statistique Canada – n° 11-010-XPB au catalogue)* 13, n° 8: 3.1-3.24.
- Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE). 2012. « Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent. Note par pays: Canada » Dans *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*. Paris.
- Polèse, Mario. 2012. « L'autre « mystère de Québec ». Regards sur une mutation économique étonnante." *Recherches sociographiques* LIII, n° I: 133-156.
- Polèse, Mario. 2009 . *Montréal économique : De 1930 à nos jours - Récit d'une transition inachevée*. Inédit/Working Paper, n° 46. Montréal: Centre - Urbanisation Culutre Société, Institut national de la recherche scientifique.
- Raphael, Dennis. 2007. *Poverty and Policy in Canada: Implications for Health and Quality of Life* Toronto: Canadian Scholars' Press.
- Renaud, Jean, Micheline Mayer, et Ronald Lebeau. 1996. « La description de la répartition spatiale de la population de la région métropolitaine de Montréal ». Dans *Espace urbain, espace social - Portrait de la population des villes du Québec*, sous la dir. de Jean Renaud, Micheline Mayer and Ronald Lebeau, p. 79-113. Montréal: Éditions Saint-Martin.
- Robinson, David. 2011. « The Spatial Routines of Daily Life in Low-Income Neighborhoods: Escaping the 'Local Trap' ». *Space and Polity* 15 (2): 125-141.
- Rose, Damaris, Annick Germain, et Virginie Ferreira. *La situation résidentielle et les besoins en logement des immigrants récents dans la région métropolitaine de Montréal*. 2006. Ottawa: Société canadienne d'hypothèques et de logement. En ligne: ftp://ftp.cmhc-schl.gc.ca/chic-ccdh/Research_Reports-Rapports_de_recherche/fr_bilingue/mtlimmfr.pdf.
- Saez, Emmanuel, et Michael R. Veall. 2005. « The evolution of high incomes in Northern America: lessons from Canadian evidence ». *American Economic Review* 95, n° 3: 831-849.
- Séguin, Anne-Marie. 1998 . « Les espaces de pauvreté ». Dans *Montréal 2001: Visages et défis d'une métropole*, sous la dir. de Claude Manzagol et Christopher Bryant. 221-236. Montréal: Les Presse de L'université de Montréal.
- Séguin, Anne-Marie. 2011. « Le rôle des municipalités dans le soutien à une population vieillissante : vers une reconfiguration du système de soutien aux aînés ». *Diversité urbaine* 11, n° 1: 39-58.
- Shearmur, Richard G. 2006. « Travel from home: an economic geography of commuting distance in Montréal ». *Urban Geography* 27, n° 4 : 330-359.

- Shearmur, Richard G. et Norma Rantisi. 2011. « Montréal: rising again from the same ashes ». Dans *Canadian Urban Regions - Trajectories of Growth and Change*, sous la dir. de Larry S. Bourne, Tom Hutton, Richard G. Shearmur et Jim Simmons. 173-201. Don Mills, Ontario: Oxford University Press.
- Société canadienne d'hypothèques et de logement. 2009. *L'aménagement axé sur le transport en commun : études de cas canadiennes*. Le Point en recherche, Série socio-économique. Vol. 09-018, Ottawa: SCHL.
- Stapleton, John, Brian Murphy, et Yue Xing. 2012. *The "Working Poor" in the Toronto Region: Who they are, where they live, and how trends are changing*. Toronto: Metcalf Foundation.
- Twigge-Molecey, Amy. 2012. *The Spatial Patterning of Wealth and Poverty in the Montréal region, 1971-2006: Literature Review*. Working Papers. Toronto: University of Toronto, Cities Centre, soumis.
- Walks, Alan, and Richard Maaranen. 2008. *The Timing, Patterning and Forms of Gentrification & Neighbourhood Upgrading in Montreal, Toronto and Vancouver, 1961-2001*. Research Paper. Toronto: University of Toronto, Centre for Urban and Community Studies/Cities Centre.
- Walks, R. Alan. 2011. « Economic restructuring and trajectories of socio-spatial polarization in the twenty-first-century Canadian city ». In *Canadian Urban Regions - Trajectories of Growth and Change*, edited by Larry S. Bourne, Tom Hutton, Richard G. Shearmur and Jim Simmons. 125-160. Don Mills, Ontario: Oxford University Press.

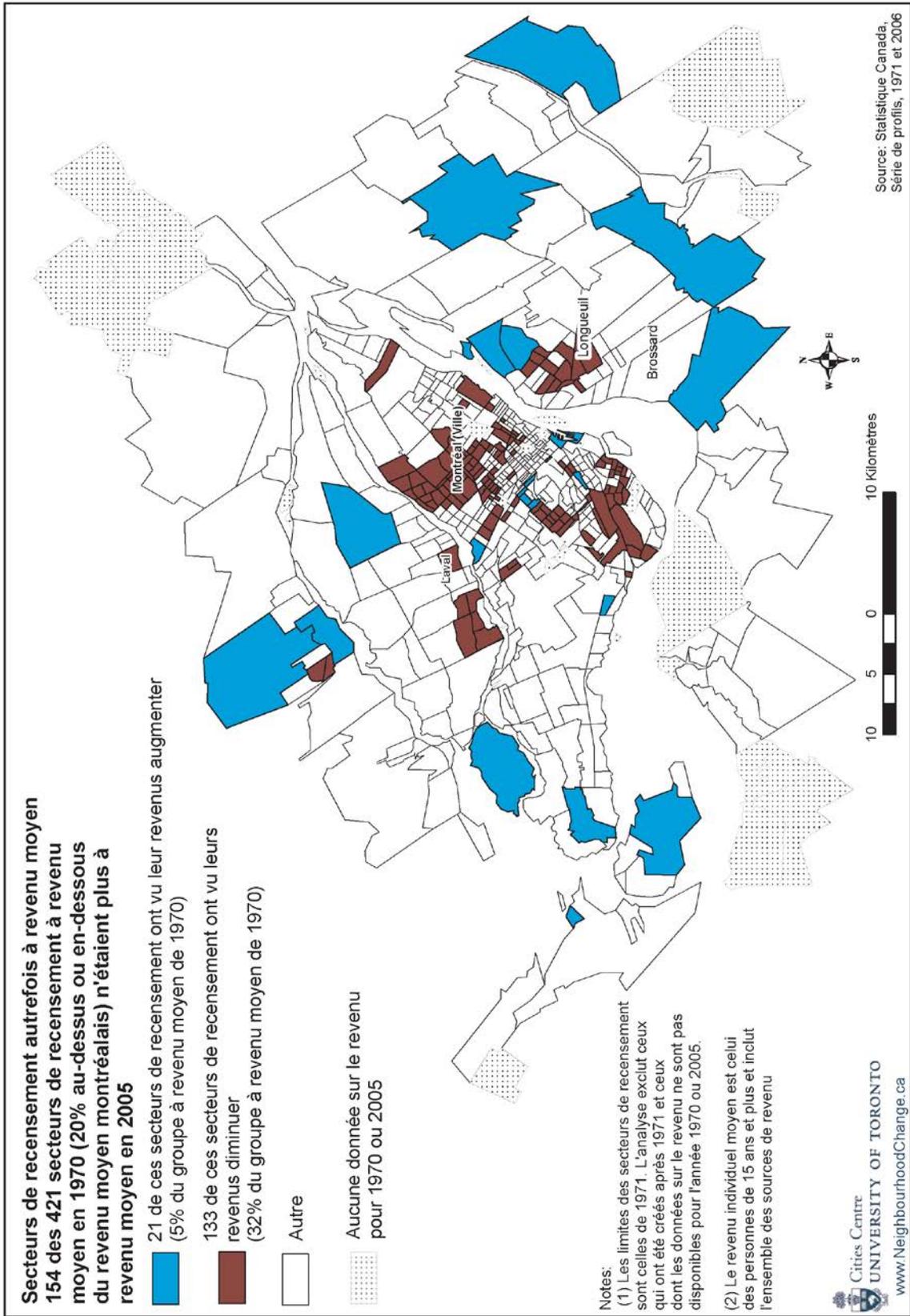
**Annexe A: Cartes de référence : Limites
municipales à l'intérieure de la région
métropolitaine de recensement de Montréal,
montrant les autoroutes**



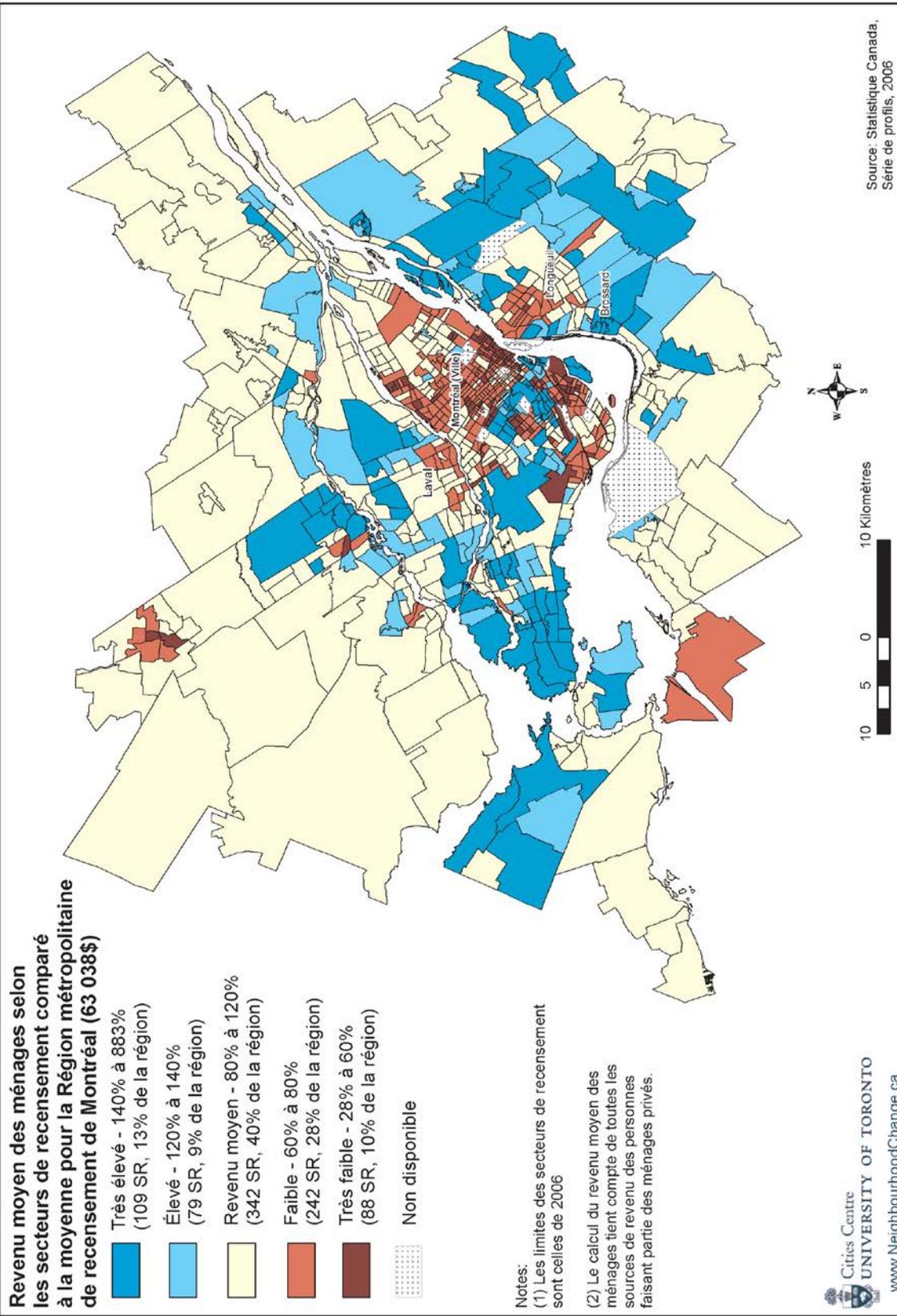


Annexe B: Revenu : cartes complémentaires

Évolution du revenu individuel moyen dans les secteurs de recensement autrefois à revenu moyen de la région de Montréal, entre 1970-2005

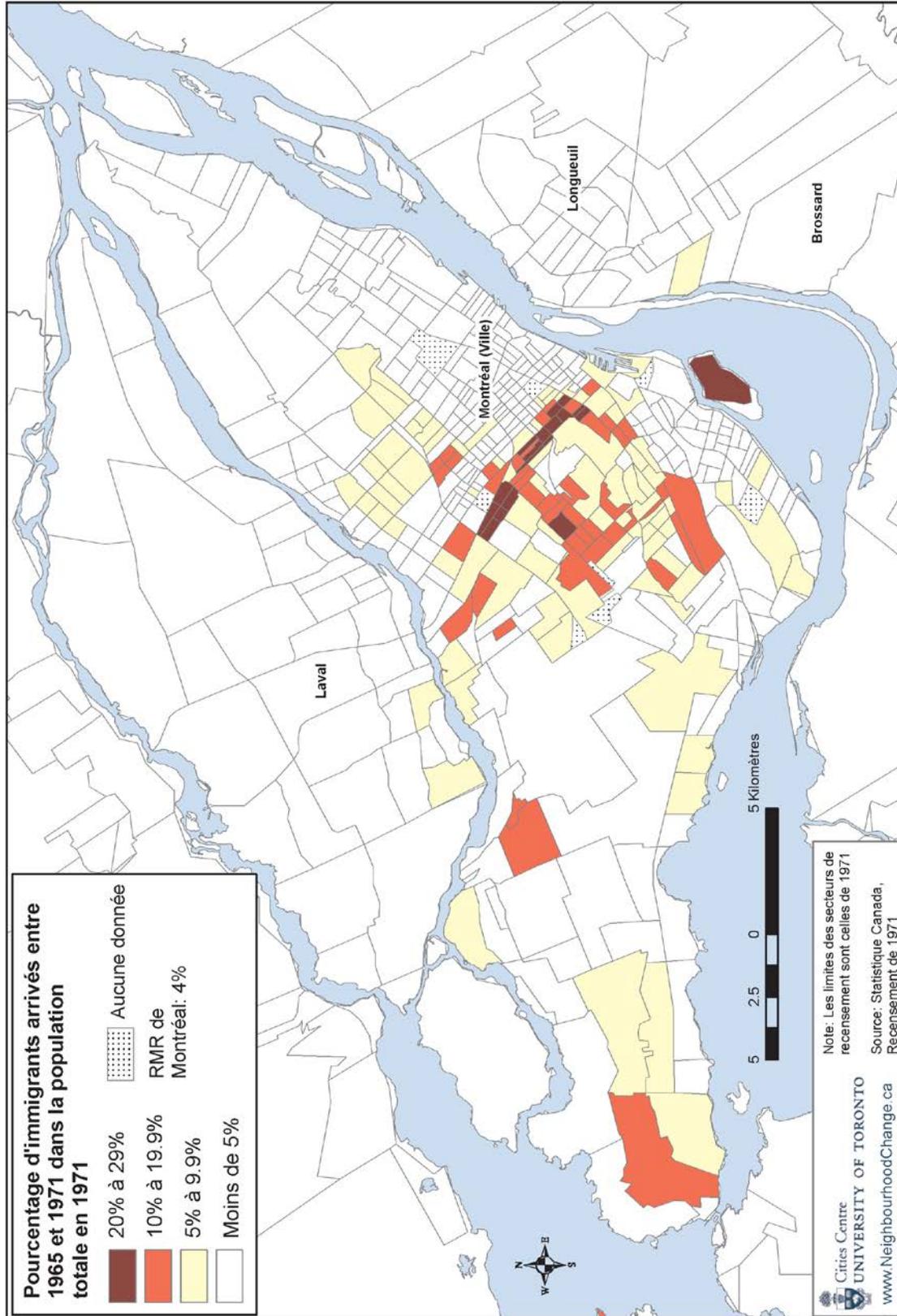


Revenu moyen des ménages selon les secteurs de recensement de la région de Montréal en 2005

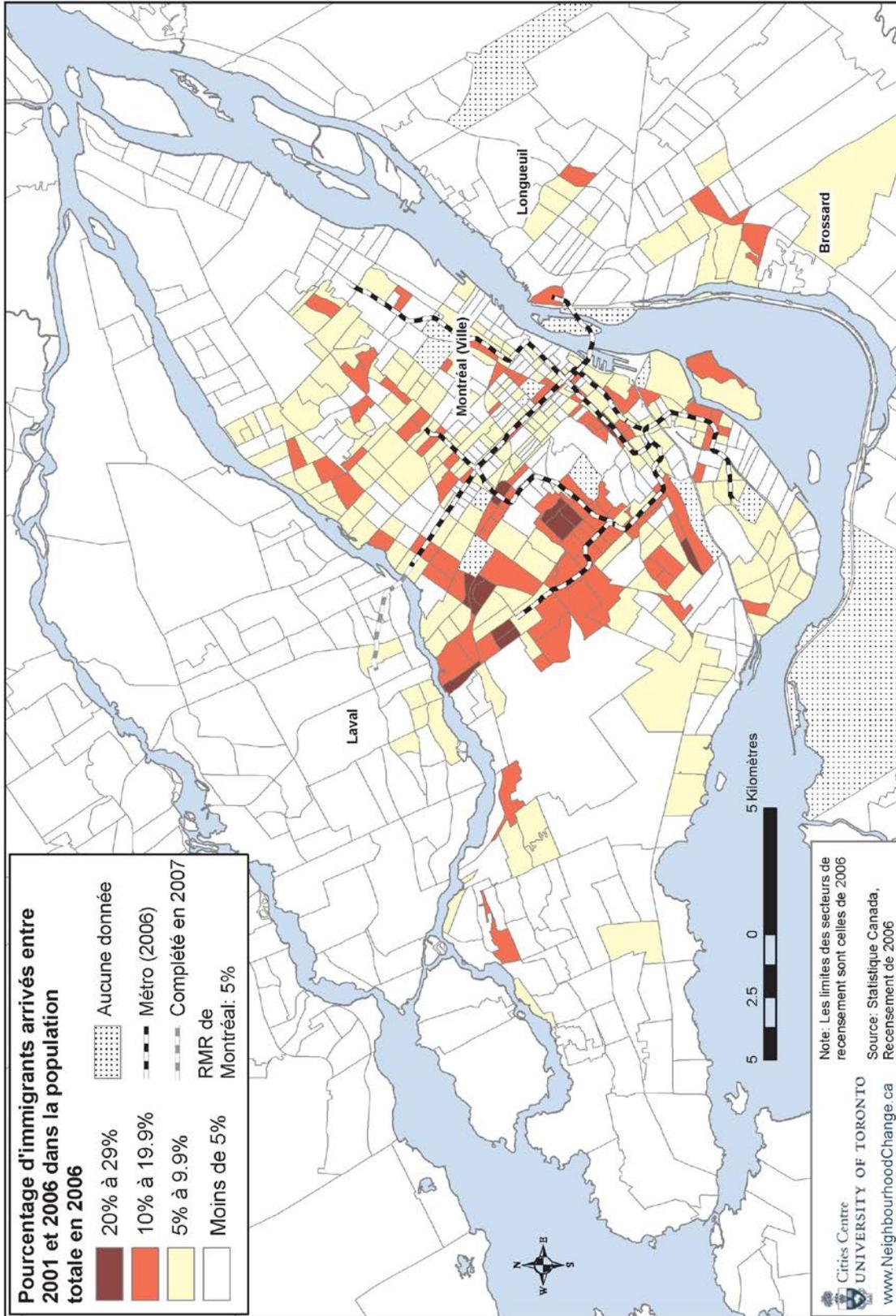


Annexe C: L'immigration récente, 1971 et 2006

Pourcentage d'immigrants récents (1965-1971) dans la population de la RMR de Montréal selon les secteurs de recensement en 1971



Pourcentage d'immigrants récents (2001-2006) dans la population de la RMR de Montréal selon les secteurs de recensement en 2006

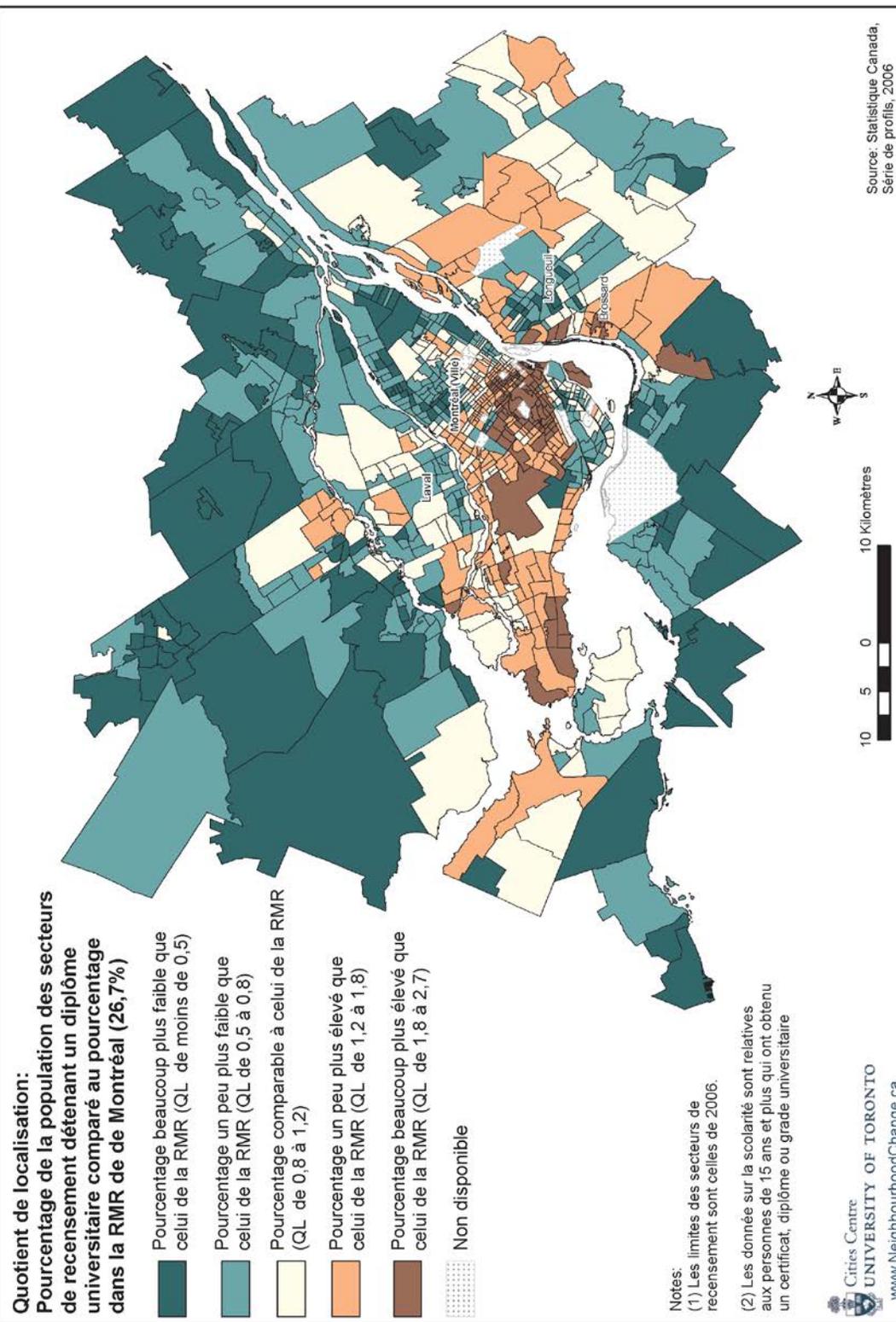


Annexe D: Les diplômés universitaires, 1971 et 2006

Quotient de localisation de la population détenant un diplôme universitaire selon les secteurs de recensement de la région de Montréal en 1971

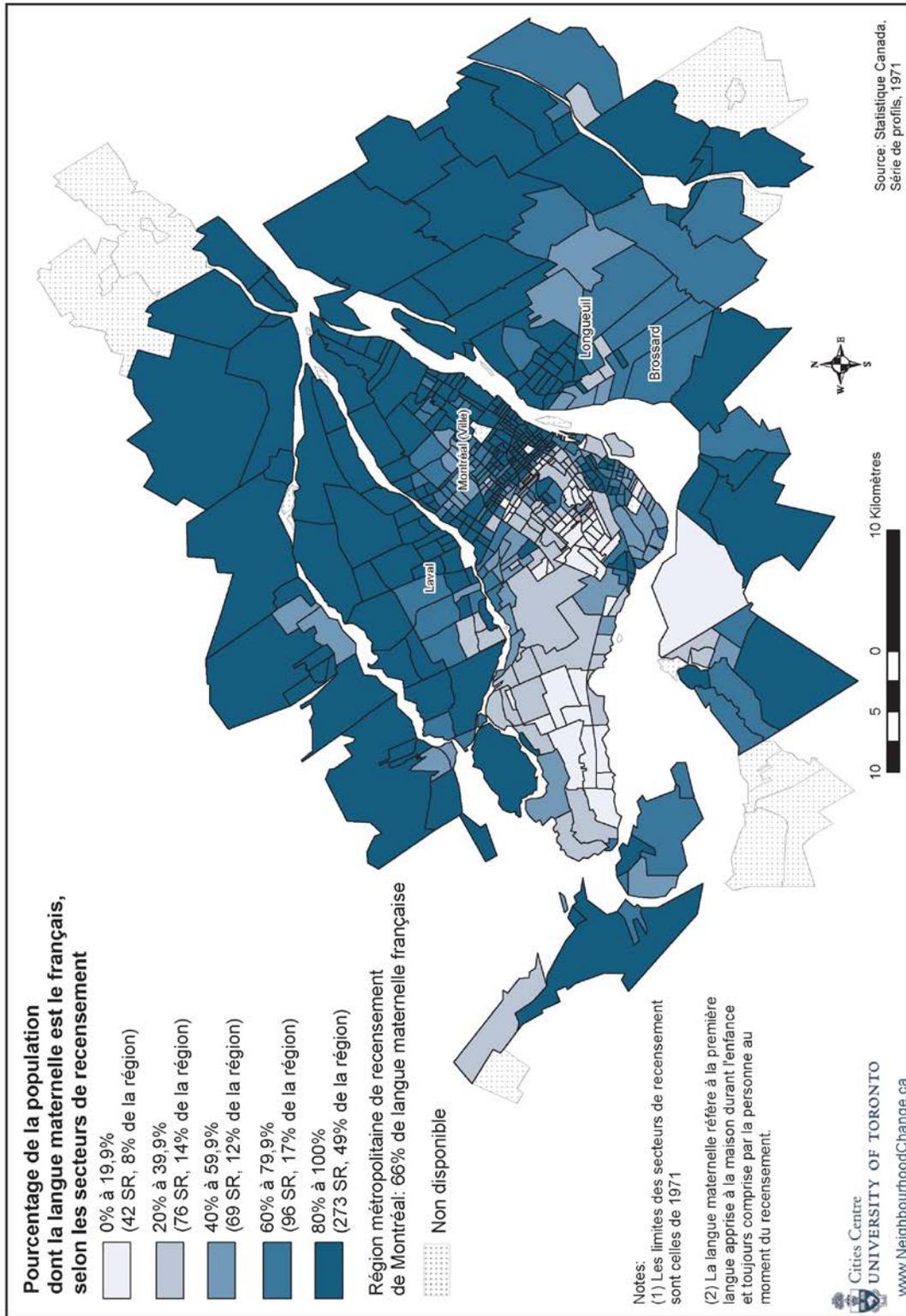


Quotient de localisation de la population détenant un diplôme universitaire selon les secteurs de recensement de la région de Montréal en 2006

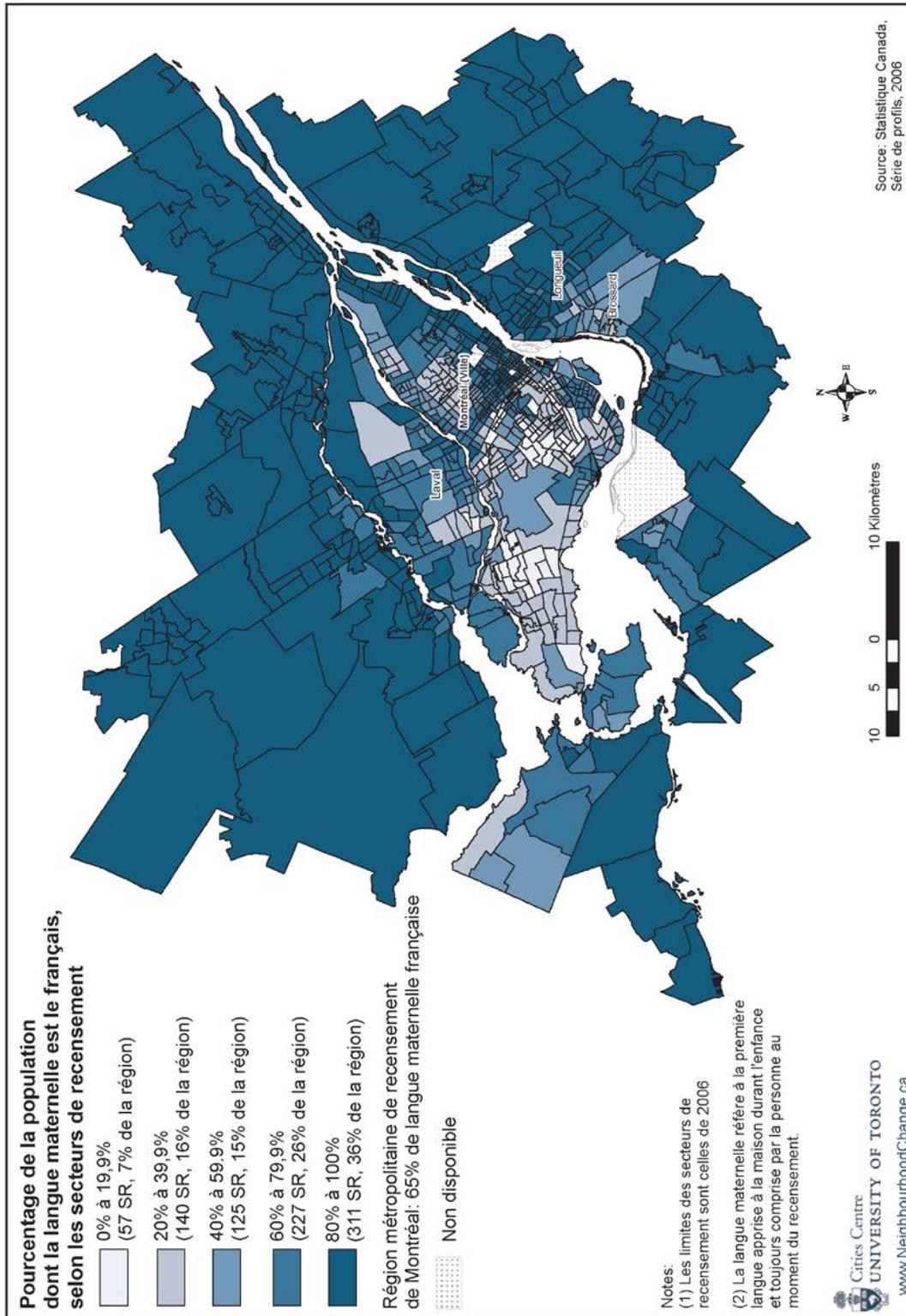


Annexe E: Langue maternelle : français, anglais et autres langues, 1971 et 2006

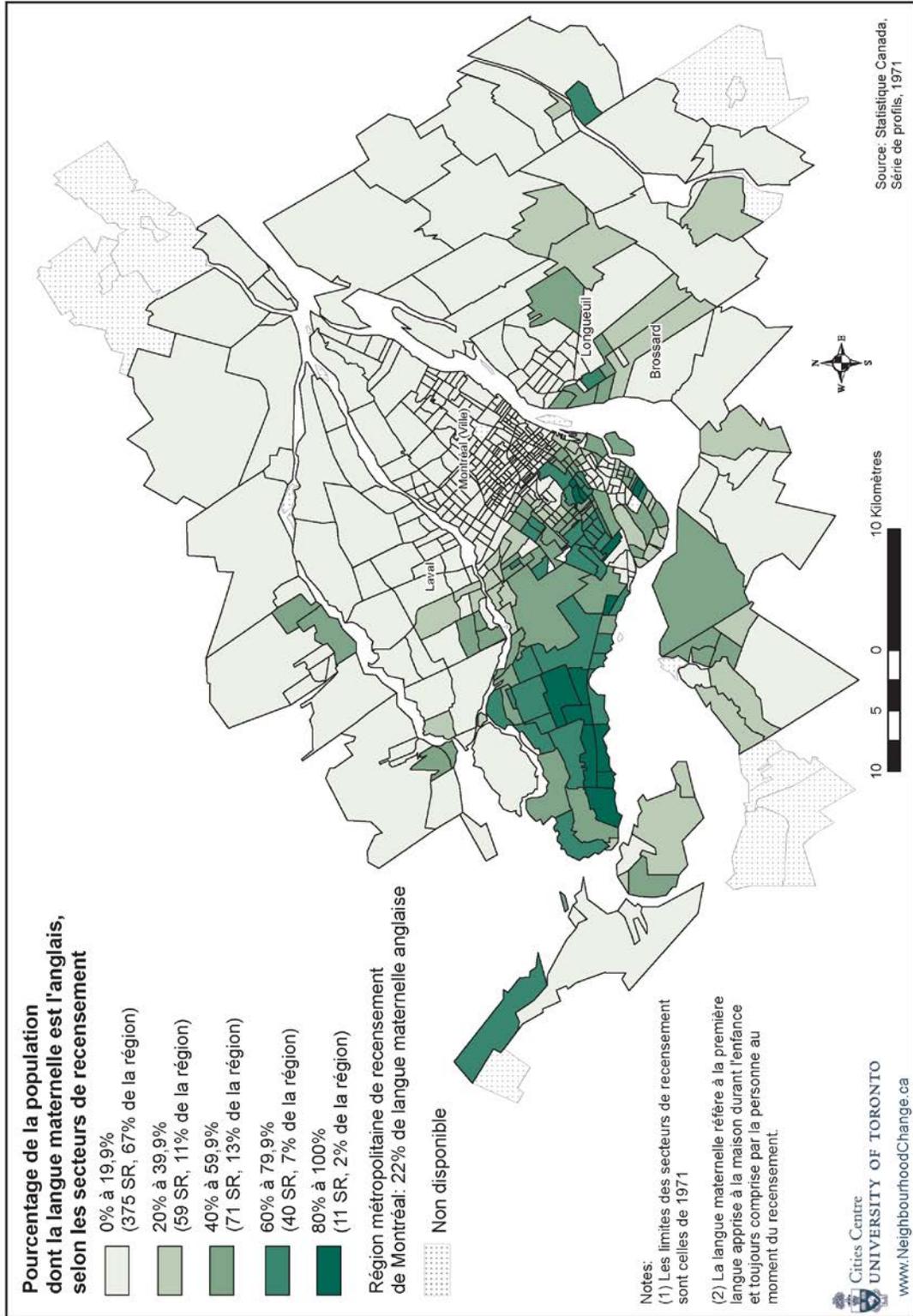
Population de langue maternelle française dans les secteurs de recensement de la région de Montréal en 1971



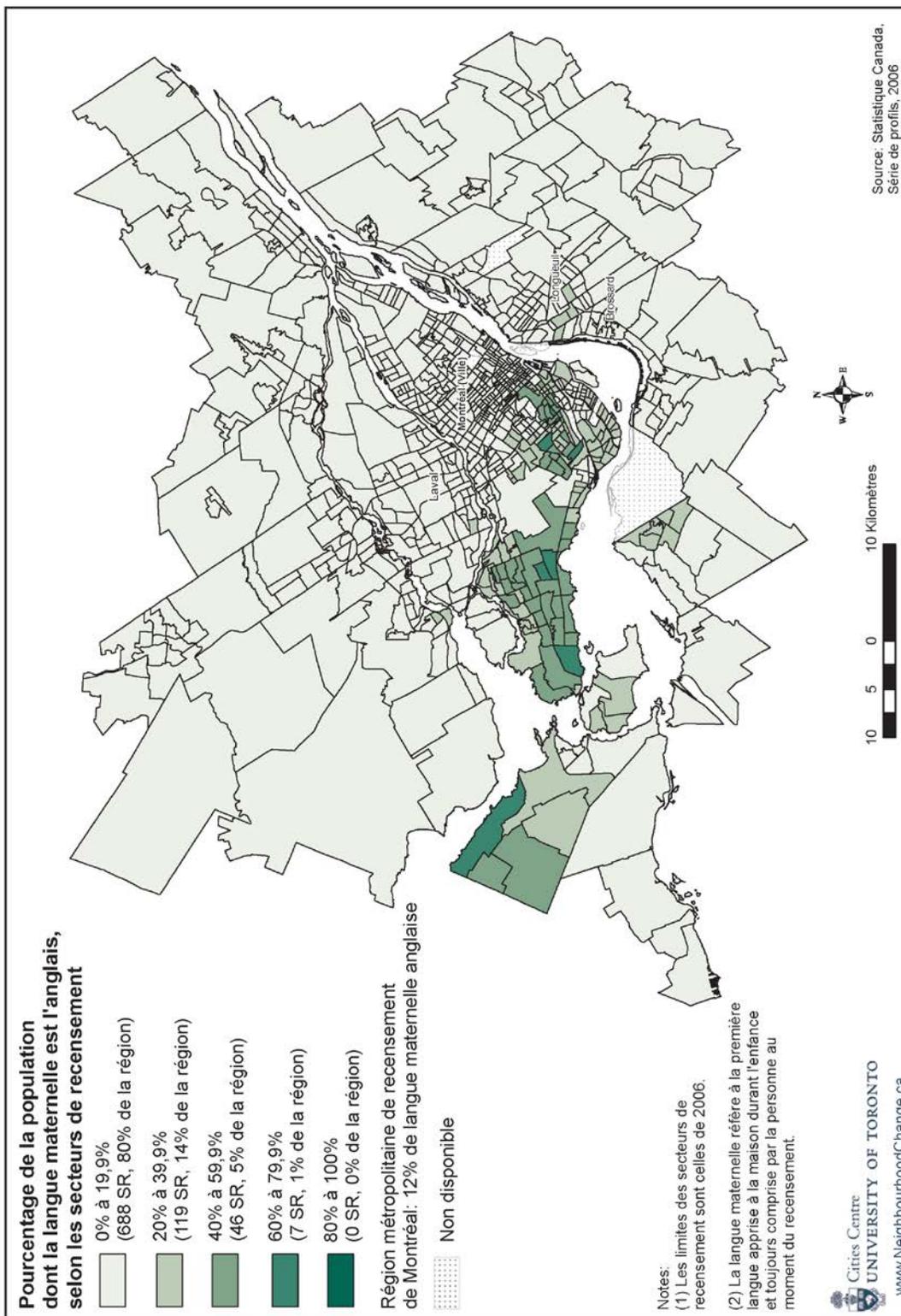
Population de langue maternelle française dans les secteurs de recensement de la région de Montréal en 2006



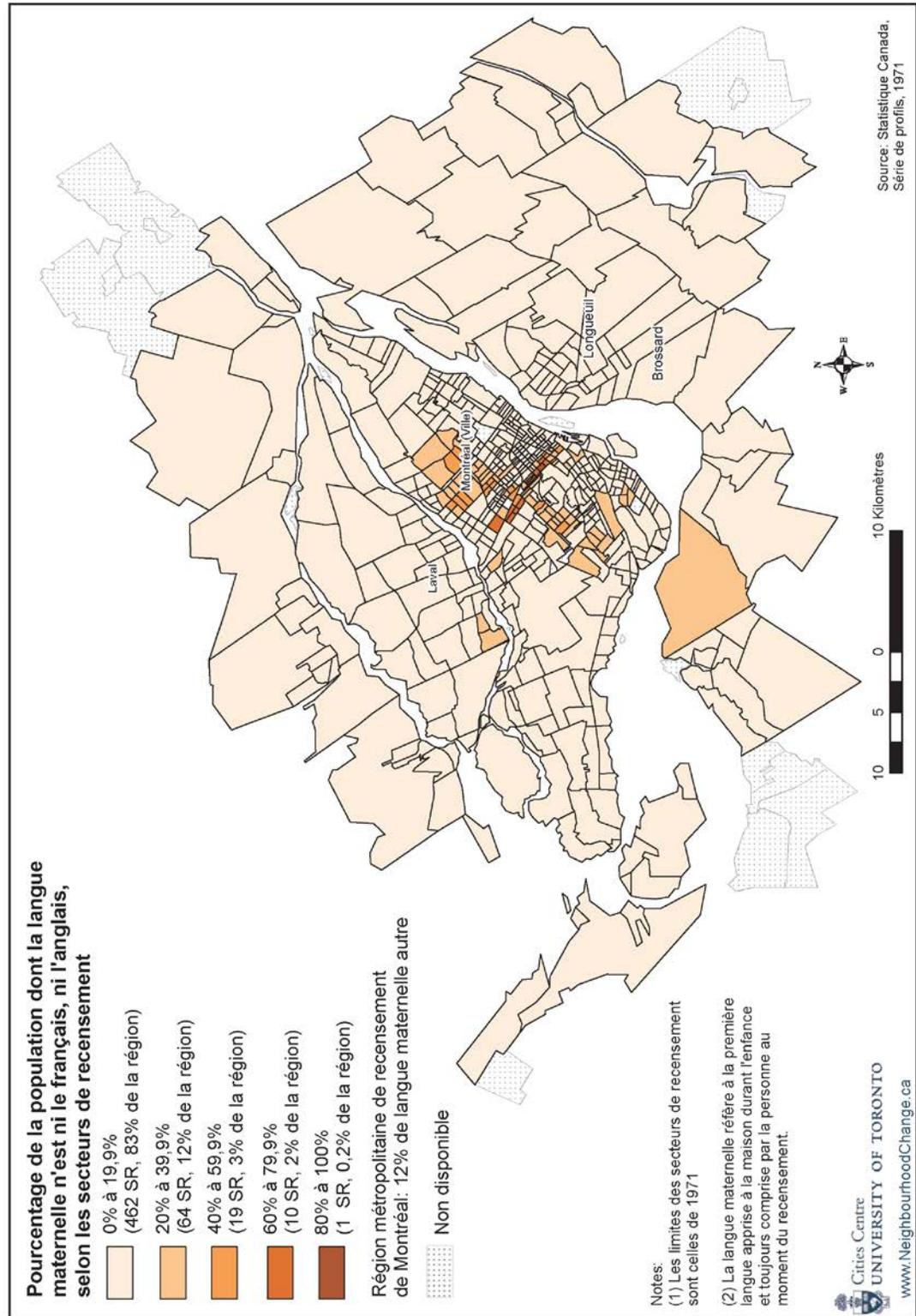
Population de langue maternelle anglaise dans les secteurs de recensement de la région de Montréal en 1971



Population de langue maternelle anglaise dans les secteurs de recensement de la région de Montréal en 2006



Population d'une langue maternelle autre que le français et l'anglais dans les secteurs de recensement de la région de Montréal en 1971



Population d'une langue maternelle autre que le français et l'anglais dans les secteurs de recensement de la région de Montréal en 2006

